

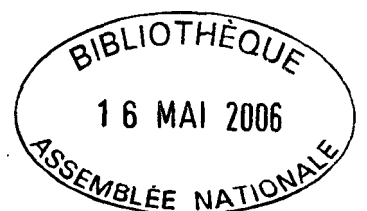
Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale

Québec 

E46A1
E88
2006/07
3,1
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2006 – 2007

Demandes de renseignements **particuliers**
(volet **aide financière**) de l'opposition
officielle adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu	Page
1.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	1
2.	État de situation détaillé de la mise en œuvre du projet de loi 57 et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.	2
3.	<p>État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois; b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes; c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage; d) nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale; h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire; i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu; j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu; k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. état de santé; ii. état de grossesse; iii. garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés; iv. critère de 55 ans; v. partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier. l) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré; m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés; n) nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle; o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision; p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision; q) nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi; r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu; s) liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance-médicaments, pour 2005-2006; 	3



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu	Page
	<ul style="list-style-type: none"> t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence; u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; w) bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. 	
4.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataire avec des contraintes sévères à l'emploi.	27
5.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataire avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée.	28
6.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataire avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel.	29
7.	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.	30
8.	État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2005-2006.	31
9.	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) personne vivant seule; b) couple; c) famille monoparentale; d) famille biparentale; e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme; f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme. 	32
10.	Bilan détaillé des activités de conformité pour l'année 2005-2006 et de l'application éventuelle des pénalités administratives.	33
11.	Bilan et résultats du programme « Destination Emploi » 2005-2006 et 2006-2007 : <ul style="list-style-type: none"> a) nombre de participant-e-s; b) durée moyenne de participation; c) pourcentage de réussite. 	34
12.	Bilan et résultats du programme « Ma place au soleil » avec : <ul style="list-style-type: none"> a) moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par Emploi-Québec aux participantes de « Ma place au soleil »; b) nombre de participant-e-s par région; c) durée moyenne de participation; d) pourcentage de réussite; e) incidence financière. 	35
13.	Bilan et résultats du programme « J'ai un emploi pour vous » avec : <ul style="list-style-type: none"> a) distinction dans buts et objectifs entre le programme « J'ai un emploi pour vous » et la nouvelle philosophie « Place à l'emploi »; b) nombre de participant-e-s; c) pourcentage de réussite. 	36
14.	Concernant le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre : <ul style="list-style-type: none"> a) ventilation du budget des Comités d'adaptation de la main-d'œuvre au 31 mars 2006 et comparaison avec l'exercice financier 2006-2007; b) bilan des principales activités du CAMO en 2005-2006; 	37

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu	Page
	<p>c) montant reçu du gouvernement fédéral pour ce programme pour les années 2005-2006 et 2006-2007;</p> <p>d) liste des subventions accordées par le CAMO.</p> <p>Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale</p>	
15.	<p>État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté :</p> <p>a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté</p> <ul style="list-style-type: none">• ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;• assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;• protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;• offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;• pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;• réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;• appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;• une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;• favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;• augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;• mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;• établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;• augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;• accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;• adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;• adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;• favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;• améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;• miser sur la contribution des organismes communautaires;• poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;• poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;• améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu. <p>b) Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes</p> <ul style="list-style-type: none">• mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;• favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;• offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;• soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille;	40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu	Page
	<ul style="list-style-type: none"> • expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire; • implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés; • soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons; • soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire; • assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse; • intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC; • adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans; • encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études; • offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi; • mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes; • se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi; • soutenir des initiatives sociocommunitaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu. <p>c) Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société</p> <ul style="list-style-type: none"> • investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS); • convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région; • soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention; • amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires; • lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté. <p>d) Axe 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté; • assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné; • intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada; • intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves. 	
16.	Nombre de personnes vivant seules, couples, familles monoparentales et familles biparentales vivant sous 50 % du revenu médian au Québec.	42
17.	<p>État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Comité consultatif sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :</p> <p>a) budget alloué;</p> <p>b) la liste des personnes consultées avec copie de leurs recommandations;</p> <p>c) processus de nomination;</p> <p>d) date des rencontres et copies des procès verbaux.</p>	43
18.	<p>État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Fonds québécois d'initiatives sociales, incluant :</p> <p>a) budget alloué;</p> <p>b) fonctionnement prévu;</p> <p>c) type d'activités qui sont supportées par région;</p> <p>d) liste et montants alloués à chacun des organismes depuis la mise en œuvre du FQIS.</p>	44

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu	Page
	Régime d'assurance parentale	
19.	Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec.	45
20.	Les coûts administratifs de mise en œuvre du RQAP.	46
21.	Les coûts reliés à l'embauche des effectifs supplémentaires pour la mise en œuvre du régime.	47
22.	Le délai moyen de traitement des demandes de prestations.	48
23.	Délai moyen d'attente des personnes lors d'appel téléphonique.	49
24.	Délai moyen d'attente des personnes lors d'appel téléphonique pour obtenir des services en français.	50
25.	Délai moyen d'attente des personnes lors d'appel téléphonique pour obtenir des services en anglais.	51
26.	Nombre de demandes refusées et les motifs de refus.	52
27.	Le nombre de plaintes déposées contre le RQAP et les motifs de plaintes.	53
28.	Évaluation des coûts du régime d'assurance-parentale du Québec pour la première année du régime.	54
29.	Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime : a) sommes libérées par la réduction de taux au régime d'assurance-emploi; b) sommes accordées en frais de démarrage; c) financement additionnel des travailleurs et employeurs : i. employeurs; ii. travailleurs; iii. contribution des travailleurs autonomes. d) financement provenant du gouvernement du Québec : i. contribution spéciale du gouvernement; ii. abolition du programme PRALMA; iii. économie provenant des conventions collectives de la fonction publique.	55
30.	Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la 2 ^e année du régime et les suivantes : a) sommes libérées par la réduction de taux au régime d'assurance-emploi; b) sommes accordées en frais de démarrage; c) financement additionnel des travailleurs et employeurs : i. employeurs; ii. travailleurs; iii. contribution des travailleurs autonomes. d) financement provenant du gouvernement du Québec : i. contribution spéciale du gouvernement; ii. abolition du programme PRALMA; iii. économie provenant des conventions collectives de la fonction publique.	56
31.	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2006.	57
32.	État de situation des huit équipes de travail annoncées par le premier ministre, le 14 octobre dernier, au terme du Forum des générations.	58
33.	Somme versée aux centres de travail adapté en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	59
34.	État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.	60

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu	Page
35.	Le nombre d'emplois créés dans les centres de travail adapté en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	61
	Secrétariat à l'action communautaire autonome	
36.	Dans chacun des programmes : a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; b) politique et critères d'attribution des subventions; c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.	62
37.	Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le comité aviseur de l'Action communautaire autonome en date du 31 mars 2006.	138
38.	Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2006-2007.	139
	Autres	
39.	La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un ou des employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.	141
40.	Copie des mémoires, lettres et recommandations déposée au Registraire concernant le projet de loi sur le droit associatif.	142
41.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).	143

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF1

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

Fonctions	2005-2006
<ul style="list-style-type: none">• Attribution initiale• Gestion des dossiers actifs• Chefs d'équipe• Personnel en soutien opérationnel et administratif local (incluant le personnel accueil et réception)• Programme transitoire d'aide aux frais de garde• Structure régionale• Direction des CLE	<p>353</p> <p>1 022</p> <p>262</p> <p>470</p> <p>13</p> <p>252</p> <p>165</p>
Total :	2 537

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

Au 31 mars 2006, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des cas actifs fut en moyenne de 348.

SOURCE : Emploi-Québec – Information de gestion, Direction du service à la clientèle – le 28 mars 2006

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion – le 29 mars 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02

Titre

État de situation détaillé de la mise en œuvre du projet de loi 57 (*Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*) et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, qui a été adoptée le 15 juin 2005 et sanctionnée le 17 juin 2005, se situe dans le prolongement du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les modifications apportées par la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* à la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* (L.R.Q., S-32.001) ont d'ores et déjà permis :

- ◆ l'introduction, à compter du 1er octobre 2005, d'un barème plancher à l'aide de dernier recours, comprenant :
 - ↳ l'abolition de toute réduction liée au défaut d'entreprendre des démarches pour intégrer le marché du travail (incluant un refus et un abandon d'emploi), pour laquelle le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale prévoyait déjà un budget de 10 M\$ par année;
 - ↳ la protection de 50 % du montant d'aide financière à laquelle un prestataire a droit à l'encontre de toute retenue destinée au remboursement de sommes dues au Ministère, mesure qui, selon les estimés, doit occasionner une perte de revenu de l'ordre de 0,2 M\$ par année;
- ◆ un assouplissement des règles d'admissibilité de l'allocation pour contraintes temporaires, à compter du 1er janvier 2006, afin d'en élargir l'accès à toutes les familles ayant un enfant à charge handicapé, même si ce dernier fréquente l'école à temps plein, qui entraînera un investissement supplémentaire de l'ordre de 0,7 M\$ par année;
- ◆ la mise en œuvre, dès le printemps 2006, d'un programme d'aide et d'accompagnement social, lequel a pour objet d'offrir aux prestataires qui en ont besoin la possibilité de participer à des projets spécifiques, dans le cadre desquels ils recevront un soutien et un accompagnement personnalisés afin de les aider à entreprendre une démarche favorisant leur participation active à la société et les préparer adéquatement à participer à une mesure d'aide à l'emploi et accroître, ainsi, leur possibilité d'accéder au marché du travail, le coût de ce nouveau programme étant de 12 M\$ par année.

Outre les modifications résultant de l'adoption de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, il convient de mentionner que, conformément au Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le *Règlement sur le soutien du revenu* a également été modifié de manière à permettre l'application, dès le 1er janvier 2006 :

- ◆ de certains assouplissements, en ce qui a trait à la comptabilisation des actifs à l'aide de dernier recours, ceux-ci permettant aux prestataires d'accumuler, désormais, jusqu'à 5 000 \$ dans un « compte de développement individuel », en vue de la réalisation d'un projet spécifique, sans subir de réduction de l'aide versée (cette mesure entraînant un investissement de l'ordre de 0,5 M\$ sur base annuelle); d'une exemption de revenus de pensions alimentaires de 100 \$ par mois à toutes les familles prestataires de l'aide de dernier recours ayant un enfant à charge (un budget de 14 M\$ sur base annuelle est prévu à cette fin au Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale).

Lorsque son règlement d'application entrera en vigueur, la mise en application de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* permettra, notamment, la mise en place de trois nouveaux programmes d'aide financière, soit le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale, qui remplaceront le Programme d'assistance-emploi, l'un pour les ménages aptes à l'emploi, l'autre pour les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et les membres de leur famille, et le Programme alternative jeunesse, programme à caractère volontaire destiné aux jeunes de moins de 25 ans. Des programmes spécifiques d'aide financière pourront également être créés en vertu de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* pour répondre aux besoins particuliers de certaines personnes ou familles.

L'incidence financière qu'aura l'implantation du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale sera évaluée et présentée au Conseil du trésor lors du dépôt du règlement d'application de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, tandis que l'incidence financière qu'aura l'implantation du Programme alternative jeunesse et des programmes spécifiques d'aide financière sera présentée lors du dépôt des cadres normatifs fixant les modalités d'application de ces programmes.

Il convient de noter que l'entrée en vigueur du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale est prévue pour le 1^{er} janvier 2007, tandis que la mise en œuvre de l'Alternative jeunesse et des programmes spécifiques d'aide financière n'est prévue que pour avril 2007, l'Alternative jeunesse devant, par ailleurs, faire l'objet d'une expérience pilote, à compter de mai 2006, dans le cadre d'un programme mis en place en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail* (L.R.Q., c. M-15.001).

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques de solidarité sociale – 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale des politiques – 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03a

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2006
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	15 625
Psychoses (code 2900)	16 125
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	10 202
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	19 592
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	6 456
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 610
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	2 833
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 916
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	2 107
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 470
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 770
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	4 601
Tumeurs malignes (code 1400)	1 939
Autres diagnostics	28 161
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 579
TOTAL	127 986

¹ Depuis le 1^{er} avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'assistance-emploi est reconnu "invalide" par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation d'assistance-emploi, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'assistance-emploi. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation d'assistance-emploi réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03b

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en janvier 2006, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ¹	4 537	3,54
▪ Par un agent d'aide socio-économique	30 624	23,93
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	80 895	63,21
▪ Par un comité de révision	10 357	8,09
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	717	0,56
▪ Autres	856	0,67
Total	127 986	100,00

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 22 février 2005 au 21 février 2006¹

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	14 573	
▪ Demandes traitées	14 398	100,00 %
▪ Demandes acceptées	6 500	45,1 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	5 711	39,7 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	2 187	15,2 %

Comités de révision

▪ Demandes reçues	2 288	
▪ Demandes traitées	2 654	100,00 %
▪ Demandes acceptées	1 633	61,6 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	367	13,8 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	465	17,5 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	189	7,1 %

¹ C'est la période de février 2005 à février 2006 qui a été retenue afin que les résultats portent le plus possible sur une période similaire à celle de l'année dernière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03b (suite)

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 21 février 2005 au 21 février 2006

▪ Décisions sur le fond	114
• Désistements	37
• Conciliations	10
• Règlements hors tribunal	19

Total	180
--------------	------------

D) Délai de traitement du 22 février 2005 au 21 février 2006

Demandes d'admissibilité au programme Délai total moyen

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| • Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic de nature invalidante) | Immédiat |
| • Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹ | 7,7 jours |

¹ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

Demandes de révision¹

- | | |
|------------------------------------------|-----------------|
| • Recommandation des comités de révision | 74 jours |
|------------------------------------------|-----------------|

¹ Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment du dépôt de la demande (habituellement le CLE) ou la production d'observations, et la date d'expédition de la décision du Service de révision médicale et socioprofessionnelle.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu –le 4 avril 2006
COLLABORATION : SR, DCEMS; DGPSC, Service de révision médicale et socioprofessionnelle; Tribunal administratif du Québec
VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03c

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

FÉVRIER 2006					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	9 635	4 344	1 704	1 964	17 647
Propriétaires à logements multiples	317	106	76	47	546
Locataires	104 945	10 488	31 157	16 289	162 879
Locataires H.L.M.	16 930	1 441	5 984	2 265	26 620
Chambreurs	36 176	263	2 090	188	38 717
Pensionnaires	33 154	140	1 350	90	34 734
Chambreurs chez un parent	5 951	174	745	84	6 954
Pensionnaires chez un parent	34 615	263	2 267	200	37 345
Logement subventionné	6 416	492	2 513	751	10 172
Temporairement sans adresse ²	1 761	2	8	1	1 772
En hébergement	3 507	0	0	0	3 507
TOTAL	253 407	17 713	47 894	21 879	340 893

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
3 avril 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03d et j

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2006
Âge préscolaire	45 470
Études primaires	40 415
Études secondaires	26 053
Études postsecondaires	426
Sans occupation	3 065
TOTAL	115 429
Handicapé	1 684

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 4 avril 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 10 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03e

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En janvier 2006, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 2 271 dont 1 123 sans diminution de prestation et 1 148 avec diminution de prestation.

SOURCE: Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
4 avril 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03f

Titre

État de la situation du Programme d'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenus des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

Les économies générées par la contribution parentale sont estimées à **14,5 M\$**. Ces économies proviennent de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**2,6 M\$**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**11,9 M\$**).

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 4 avril 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**# de fiche : **RPaf3g****T itre**

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère n'exerce jamais son recours lorsque les parents refusent de contribuer pour leur enfant ou lorsque les parents sont introuvables. Le Ministère paie toujours la pleine prestation à l'enfant dans ces cas-là. La contribution des parents est donc toujours volontaire.

SOURCE : Centre de recouvrement – 2006-03-29
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03h et i

Titre

État de la situation du Programme d'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En janvier 2006, 8 802 familles monoparentales prestataires avec enfants de moins de 12 ans déclarent recevoir une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pensions alimentaires **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 27 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 256 \$.

En outre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant à charge**. Le coût de cette exclusion, pour les familles monoparentales seulement ayant un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 10,2 M\$. Les familles monoparentales représentaient, en janvier 2006, 82,6 % de toutes les familles avec revenu de pension alimentaire. On estime que les pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec enfants de moins de 12 ans engendrent une économie de 16,8 M\$.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 4 avril 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03k

Titre

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon les critères suivants :
- i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;
 - iv. Critère de 55 ans;
 - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE

Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge ¹	Enfant handicapé ²	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères ³	Prend soin d'une personne ⁴	Autres ⁵	TOTAL
2005									
Avril	17 162	1 697	31 205	0	48 067	399	2 517	107	101 154
Mai	16 905	1 643	31 462	0	48 028	345	2 504	130	101 017
Juin	16 502	1 653	31 570	0	47 962	335	2 495	138	100 655
Juillet	16 106	1 655	31 597	0	47 806	375	2 479	150	100 168
Août	15 656	1 605	31 981	0	47 832	384	2 466	148	100 072
Septembre	15 501	1 521	32 027	0	47 725	382	2 437	142	99 735
Octobre	15 570	1 592	27 889	0	47 676	395	2 445	125	95 692
Novembre	16 004	1 570	28 233	0	47 678	392	2 429	129	96 435
Décembre	16 229	1 600	28 419	0	47 584	421	2 417	128	96 798
2006									
Janvier	15 947	1 554	28 387	1 245	47 707	422	2 272	123	97 657

1. Comprend les adultes qui ont la garde d'enfants d'âge préscolaire et, jusqu'en décembre 2005, ceux ayant la garde d'enfants handicapés qui ne fréquentent pas l'école.
2. Depuis le 1^{er} janvier 2006, l'ajout de la contrainte temporaire pour enfant handicapé entraîne une diminution du nombre d'adultes sans contraintes, d'adultes présentant une contrainte pour enfant à charge ou encore de ceux ayant une contrainte temporaire pour prendre soin d'une personne.
3. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
4. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.
5. Comprend principalement des adultes réfugiés dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 5 avril 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03I

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Janvier 2006	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
De base seulement ²	14 392	208,33 \$
Contraintes temporaires ³	24 134	215,83 \$
Contraintes sévères ⁴	24 635	378,29 \$
Mixte sévère ⁵	3 744	522,11 \$
Mixte temporaire ⁶	2 289	320,54 \$
De base hébergé ⁷	226	55,21 \$
TOTAL	69 420	291,38 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance-emploi. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi.
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte sévère à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte sévère, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
5. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsqu'au moins un des adultes présente des contraintes sévères et l'autre présente une contrainte temporaire ou sévère à l'emploi.
6. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
7. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale.

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF03m

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Janvier 2006	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	243 923	717,26 \$
Biens mobiliers	81 882	1 759,36 \$
Biens immobiliers	20 075	42 059,45 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	2 416	6 771,85 \$
Dette hypothécaire	8 558	28 676,71 \$
Autres ²	6 870	30 299,34 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF3N

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- n) nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

Règle générale, les sommes versées en trop à la suite d'une erreur administrative ne font pas l'objet d'une réclamation.

La nature des réclamations et les montants correspondants pour les dix premiers mois de l'année financière 2005-2006 sont :

- Aide reçue à la suite de fausses déclarations, principalement liées à la vie maritale non déclarée et aux revenus non déclarés:

<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant moyen</u>
16 683	56,1 M\$	3 363 \$

- Aide reçue sans droit :

<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant moyen</u>
87 668	27,5 M\$	313 \$

- Aide conditionnelle remboursable à la suite de la réalisation d'un droit :

	<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant moyen</u>
Excluant la NAF ⁽¹⁾	19 407	29,4 M\$	1 514 \$
Relatif à la NAF	11 100 ⁽²⁾	3,5 M\$	316 \$
Total	30 507	32,9 M\$	1 078 \$

(1) NAF : Nouvelle allocation familiale payée par la RRQ

(2) Nombre estimé

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe à la performance, le 28 mars 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 4 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 10 avril 2006

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF02o

Titre

Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision.

		Décisions rendues par les bureaux de révision
		2005-2006
Motifs	Décisions Rendues*	Décisions Accueillies**
Recouvrement	8 816	2 045
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	3 776	830
Statut	3 746	749
Obligations	1 804	474
Avoir liquide	1 112	268
Prestations spéciales	854	138
Partage de logement	385	63
Versement de l'aide	584	79
Biens	675	187
Hors délai	451	14
Garant défaillant	210	53
Prestations de base	399	43
Contribution parentale	224	35
APPORT	28	3
<i>Non recevables</i>	229	
TOTAL	23 064	4 981
Proportion des décisions accueillies		21,59 %

* **Décisions rendues** Nombre de dossiers traités en révision à la demande de la clientèle.

****Décisions accueillies** Nombre de décisions favorables à la clientèle rendues par l'agent réviseur.

de fiche : RPAF02o

Titre

Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision.

	Décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)
	2005-2006
Recours finalisés	2 762*
Règlements hors cour	975
Recours rejetés	665
Recours accueillis	430
Désistements	364
Acquiescements du Ministère	210

* Incluant les recours irrecevables (59).

Période de référence : du 23 mars 2005 au 21 février 2006.

SOURCE : Direction de la révision et de la représentation au TAQ, le 22 mars 2006.
VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 5 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03P

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision.

Exposé et statistiques

Données générales pour les trois premiers trimestres de 2005-2006

En ce qui a trait aux données pour les trois premiers trimestres de 2005-2006, le nombre total de demandes reçues a été de 1 602. De ce nombre, il y eut :

- 1 283 demandes acceptées;
- 311 demandes refusées;
- 8 désistements.

L'aide totale accordée fut de 1 459 228 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 239 301 \$
- Aide gratuite : 1 219 927 \$

Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 1 137 \$.

Faits saillants pour les 3 premiers trimestres de 2005-2006

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu de l'article 16 :	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie	Répartition par catégorie	Montant moyen accordé
Ces personnes seules ou ces familles étaient inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide de dernier recours en raison de :	2005-2006	2005-2006 (\$)	2005-2006 (%)*	2005-2006 (\$)
Composition familiale	18	10 945	0,7	608
Contribution parentale	0	---	---	---
Bien ou avoir liquide cédé	77	124 724	8,5	1 620
Étudiant (statut, conjoint)	0	---	---	---
Excédent de biens	48	70 453	4,8	1 468
Grève ou lock-out	0	---	---	---
Perte d'argent	17	6 265	0,4	369
Personne tenue de loger	555	702 858	48,2	1 266
Prestation spéciale	485	407 898	28,0	841
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	35	30 270	2,1	865
Refus de faire valoir un droit	1	1 348	0,1	1 348
Sans statut légal	45	103 462	7,1	2 299
Travailleur autonome	2	1 005	0,1	502
Carnet de réclamation	0	---	---	---
TOTAL	1 283	1 459 228	100,0%	1 137

* Pourcentage du montant total accordé.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures et des services de solidarité sociale, le 28 mars 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 4 avril 2006

Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03q

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Janvier 2006
	Nombre d'adultes
Personnes seules	1 131
Couples sans enfants	234
Familles monoparentales	255
Couples avec enfants	363
TOTAL	1 983

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03r

Titre

État de la situation du programme de l'assurance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis le 31 décembre 2000, le gouvernement du Canada a prolongé la durée des prestations parentales de l'assurance-emploi (de six mois à un an), donnant ainsi aux parents qui le désirent la possibilité de passer plus de temps avec leurs jeunes enfants pendant la première année de leur vie. Le nombre d'heures requis pour être admissible aux prestations de maternité, parentale et de maladie dans le cas des pêcheurs qui ne sont pas travailleurs indépendants est passé de 700 à 600 heures.

De plus, le 2 février 2001, l'honorable Jane Stewart, ministre de Développement des ressources humaines Canada, a présenté le projet de loi C-2 visant à modifier la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les modifications visaient à :

- supprimer la règle de l'intensité; cette règle de l'intensité a été adoptée dans le but de dissuader les gens de recourir de façon répétée à l'assurance-emploi, en réduisant le taux de prestation des prestataires fréquents; le taux de prestation de 55 % est diminué de 1 % pour chaque tranche de 20 semaines de prestations reçues au cours des 5 dernières années, sans toutefois être inférieur à 50 %;
- remanier la clause de remboursement des prestations (récupération);
- modifier les règles visant les parents qui réintègrent la population active; la condition d'admissibilité de 910 heures pour les personnes qui arrivent ou qui reviennent sur le marché du travail ne s'appliquera plus dans le cas des parents qui se sont absentés du marché du travail pendant un an ou plus pour élever leurs enfants;
- continuer de contrôler et d'évaluer les répercussions du régime d'assurance-emploi jusqu'en 2006;
- permettre au gouverneur en conseil d'établir le taux de cotisation minimal pour deux ans;
- maintenir le maximum de la rémunération assurable (MRA) à 39 000 \$;
- harmoniser le Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) avec les prestations de maternité, parentales et de maladie bonifiées.

Ce projet de loi a été sanctionné le 10 mai 2001. L'élimination de la règle d'intensité et les nouvelles règles visant les parents ont eu un effet rétroactif au 1^{er} octobre 2000. Le remaniement de la modalité de remboursement des prestations a eu un effet rétroactif à l'année d'imposition 2000. L'harmonisation du Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) a eu un effet rétroactif au 31 décembre 2000.

Par la suite, le 15 août 2001, le Règlement sur l'assurance-emploi a été modifié en ce qui concerne les gains non déclarés. Auparavant, le remboursement des prestations exigé en cas de rémunération non déclarée était calculé sur toute la période d'emploi du prestataire pendant laquelle il touchait des prestations d'assurance-emploi. En conséquence, le prestataire devait parfois rembourser des prestations, même pour des semaines où il avait déclaré ses gains correctement. Pour corriger la situation, la modification permettra d'appliquer les gains seulement aux semaines où ils ont réellement été gagnés.

Le 18 novembre 2001, le Règlement sur l'assurance-emploi a été de nouveau modifié de telle sorte que les prestataires d'assurance-emploi pourront exclure les semaines à faible rémunération de moins de 150 \$ du calcul de leurs prestations (ce montant a été haussé à 225 \$ en juin 2003). Cette modification a été faite afin d'encourager les travailleurs à accepter tout emploi disponible.

Depuis le 21 juillet 2002, les apprentis, inscrits à des programmes de formation agréés, n'ont à observer qu'un délai de carence de deux semaines pour un même apprentissage quand ils font une demande de prestation d'assurance-emploi.

Le budget fédéral du 18 février 2003 prévoit six semaines de prestation pour soins prodigués par compassion en vue de prendre soin d'un parent, d'un enfant ou d'un conjoint gravement malade ou mourant. Cette mesure est entrée en vigueur le 4 janvier 2004.

Depuis juin 2004, dans le cadre d'un projet-pilote de deux ans, le nombre de semaines de prestations auquel a droit un prestataire est haussé de cinq dans toutes les régions dont le taux de chômage excède 10 %, sous réserve que le total des semaines de prestations ne dépasse pas 45.

Le 23 février 2005, l'honorable Lucienne Robillard, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, a annoncé trois projets-pilotes qui se dérouleront dans des régions où le taux de chômage est élevé (10 % ou plus) et viseront à déterminer l'incidence des mesures suivantes sur le marché du travail :

- Permettre aux personnes qui entrent sur le marché du travail, ou qui y reviennent après une absence prolongée, de toucher des prestations d'assurance-emploi après 840 heures de travail (plutôt que 910) lorsque les prestations sont liées à des programmes d'emploi de l'assurance-emploi. (11 décembre 2005 - 6 janvier 2008)
- Calculer le montant des prestations d'assurance-emploi en fonction des revenus des « 14 meilleures semaines » au cours des 52 semaines précédant une demande de prestations. Pour les personnes qui travaillent de façon intermittente, les prestations d'assurance-emploi traduiront ainsi plus fidèlement le fait d'occuper un emploi à plein temps. (30 octobre 2005 – 25 octobre 2008)
- Augmenter le seuil de revenus pendant une période de prestations pour permettre aux gens de retirer le plus élevé des deux montants suivants, soit 75 \$ ou 40 % des prestations, de façon à les encourager à occuper un emploi sans diminution de leurs prestations. (11 décembre 2005 – 6 décembre 2008)

Impact sur la clientèle et les coûts :

Pour ce qui est des modifications prévues dans le projet de loi C-2, seule celle touchant l'élimination de la règle de l'intensité affectera la clientèle du régime de la sécurité du revenu. En éliminant la règle d'intensité, le taux de prestation est donc rétabli à 55 % pour l'ensemble des prestataires et celui de la récupération fiscale ne tiendra plus compte de la fréquence des demandes antérieures. En supposant une augmentation des prestations d'assurance-emploi de 5 % en moyenne en raison de l'élimination de cette clause¹, la baisse des prestations d'assistance-emploi serait de près de 400 000 \$ annuellement pour l'ensemble des ménages et il y aurait près de 100 ménages qui (pour un mois donné) ne seraient plus admissibles à l'assistance-emploi.

Les projets-pilotes, annoncés en juin 2004 et février 2005, et qui visent les régions Centre-du-Québec, Chicoutimi-Jonquière, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Bas Saint-Laurent/Côte-Nord, Nord-Ouest du Québec et Trois-Rivières, pourraient affecter la clientèle de la sécurité du revenu. Les cinq semaines supplémentaires prévues dans le cadre du projet pilote de 2004 pourraient avoir pour effet, d'une part, de diminuer les demandes d'admission à l'assistance-emploi à la suite de la fin des prestations d'assurance-emploi et d'autre part, de diminuer le montant des prestations d'assistance-emploi versé en supplément au cours de ces cinq semaines. Quant au projet-pilote de 2005, les effets sur la clientèle pourraient être similaires.

Il est bon de noter qu'au cours de 2005, il y avait en moyenne quelque 2 098 ménages mensuellement qui recevaient à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi.

¹ La hausse véritable variera entre 0 et 10 %.

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF03s

Titre :

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :
s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2005-2006.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'assistance-emploi et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

**2005-2006
(dépenses probables)**

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	1 283,0
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	4 668,3
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	1 902,0
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	11 378,9
- Suppléments (suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	8 883,2
- Transports pour fins médicales	35 209,1
- Autres	750,9
Sous-total B	62 792,4
Sous-total de la partie I	64 075,4

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	7,0
- Enfant à charge fréquentant l'école	7 837,8
- Frais funéraires	2 128,0
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	794,0
- Compenser les effets d'une séparation	55,8
- Aide au logement (en dénuement)	1 692,8
- Loyer pour une personne seule hébergée	33,8
Sous-total de la partie II	12 549,2

III. Prestations spéciales pour le développement de l'employabilité

Le transfert, vers Emploi-Québec, des responsabilités en matière de développement de l'employabilité et des budgets qui y sont liés a été complété en 1999-2000.

TOTAL	76 624,6
--------------	-----------------

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 6 avril 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – avril 2006

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 7 avril 2006

NOTE :

Exceptionnellement, cette année, on prévoit une réduction du coût des prestations spéciales. Cette réduction est, en grande partie, attribuable à la fin des droits acquis qui ont permis à certaines familles de continuer à bénéficier, jusqu'au 30 septembre 2005, de la prestation spéciale d'aide au logement, qui a été abolie le 1^{er} décembre 2004. Cette prestation spéciale était versée à certaines familles prestataires d'assistance-emploi qui ne recevaient pas le plein montant de l'Allocation-logement parce que leurs revenus de l'année précédente étaient trop élevés (Voir Rapf 03w).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPAF03t

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :
t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec.

Exposé et statistiques

Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec :

Du 1^{er} avril 2005 au 24 février 2006, 57 472 prestataires de l'assistance-emploi ont été référés à Emploi-Québec par la Sécurité du revenu. Le total de personnes référées devrait s'élever à 60 000 à la fin de l'année financière.

L'objectif d'exposition rapide aux services d'emploi des demandeurs d'aide est atteint depuis le début de l'année financière 2004-2005.

Les 57 472 prestataires de l'assistance-emploi référés au service d'emploi ne participent pas tous à une mesure active puisque tous ne s'y présentent pas. En effet, 42 500 des prestataires référés se sont présentés au service d'emploi, soit 73% des prestataires référés. Les prestataires qui se présentent au service d'emploi peuvent faire l'objet d'une évaluation initiale d'employabilité et être vus dans le cadre d'un Parcours ou bénéficier de services ponctuels, selon les circonstances propres à chaque cas.

Par ailleurs, un nombre important de prestataires bénéficie d'une intervention du service d'emploi sans avoir fait l'objet d'une référence préalable par la Sécurité du revenu.

Ainsi, on dénombre un total de 74 902 prestataires de la Sécurité du revenu qui ont initié une nouvelle participation entre le 1^{er} avril 2005 et le 21 février 2006. On compte donc un total de plus de 35 000 prestataires de la Sécurité du revenu comme des nouveaux participants aux interventions du service d'emploi parce qu'ils se sont présentés sans référence ou ont été référés par d'autres ressources que la Sécurité du revenu.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du suivi opérationnel et de la conformité des activités – 31 mars 2006

COLLABORATION : Direction générale adjointe de la recherche de l'évaluation et de la statistique – 31 mars 06

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 5 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03u

T itre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2005-2006.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que le prestataire doit exercer ses droits ou se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages a un effet sur son admissibilité à un programme ou réduit ses prestations.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente d'invalidité de demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

En décembre 2005, ils étaient 10 174 ménages prestataires à recevoir une rente moyenne de 623 \$. L'économie annuelle générée par la comptabilisation de ce revenu peut donc s'estimer à 76,1 M\$ en 2005-2006.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu –4 avril 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03v

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de retraite et l'économie générée en 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve dans l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi que dans l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*.

En décembre 2005, 26 211 ménages prestataires recevaient une rente de retraite moyenne de 160 \$. On peut donc estimer l'économie générée par cette mesure à 50,3 M\$ en 2005-2006.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 4 avril 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF03w

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2005-2006 et 2006-2007 avec :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme Allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Cette mesure a été adoptée par le Conseil des ministres, en octobre 1997, lors de la mise en application du Programme allocation-logement, sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et dont la gestion relève du ministère du Revenu du Québec (MRQ). Cette mesure s'adresse aux familles qui devaient subir des pertes financières, étant donné les critères du programme de la SHQ.
- La prestation spéciale d'aide au logement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) s'adresse aux familles prestataires de la sécurité du revenu ayant des enfants mineurs et/ou majeurs aux études à temps plein.
- Cette prestation permet au MESS de soutenir de façon complémentaire et temporaire les familles démunies attendant la révision par le MRQ, au mois d'octobre de chaque année, de leur demande ou de leur adhésion au programme.
- Précisons que la clause de dénuement est versée pour deux raisons; la première résulte du fait que le programme de la SHQ est administré sur une base annuelle et que les prestations de la sécurité du revenu le sont sur une base mensuelle, le tout conformément à l'esprit de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale. Comme le programme de la SHQ est moins souple pour s'ajuster rapidement aux changements de situation qui se produisent en cours d'année, à l'exception de quelques-uns (ex. : séparation, naissance d'un premier enfant...), le MESS couvre toutes les autres situations qui peuvent amener une révision à la hausse de l'allocation-logement en cours d'année, au moyen de cette clause dite de dénuement.
- Le MESS verse donc aux prestataires de l'assistance-emploi la différence entre l'aide réellement reçue et celle à laquelle ils auraient droit si l'aide était mensuelle, sous forme d'aide gratuite, en attendant la révision annuelle du MRQ.
- Deuxièmement, le MESS verse sous forme d'aide remboursable une aide au logement aux prestataires qui déposent une nouvelle demande au MESS et qui doivent faire valoir leur droit au Programme allocation-logement de la SHQ.

Cette année, le MESS versera 1,7 M\$ en prestations aux familles admises à la clause de dénuement.

Année	Nombre de ménages	Dépenses (M\$)
2005-2006	5 163	1,7 M\$

SOURCE : Direction du développement des politiques et des projets expérimentaux – 31 mars 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF4

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

Exposé et statistiques

Du 23 mars 2005 au 24 janvier 2006, 5 260 personnes ont déposé une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Emploi-Québec – Information de gestion, Direction du service à la clientèle,
le 28 mars 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF5

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée.

Exposé et statistiques

En 2005-2006, pour la période du 1^{er} avril 2005 au 24 janvier 2006 (10 mois), sur les 12 045 demandes soumises en évaluation pour la reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE), 6 422 demandes ont été refusées. Cela représente une proportion de refus de 54,73 %, comparativement à une proportion de 59,59 % l'année précédente (12 mois). Ces données ne tiennent pas compte de l'instance de révision ni du Tribunal administratif du Québec.

Les critères d'admissibilité à l'allocation CSE sont prescrits à l'article 25 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale* : « *La prestation de base est augmentée d'une allocation pour contraintes sévères à l'emploi, dont le montant est prévu par règlement, lorsque l'adulte seul ou un membre de la famille démontre, par la production d'un rapport médical, que son état physique ou mental est, de façon significative, déficient ou altéré pour une durée vraisemblablement permanente ou indéfinie et que, pour cette raison et compte tenu de ses caractéristiques socioprofessionnelles, il présente des contraintes sévères à l'emploi* ». Deux volets distincts doivent donc être considérés, soit le volet médical et le volet socioprofessionnel.

Il appartient aux personnes qui soumettent une demande de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) de prouver leur admissibilité. Ainsi, dans une proportion importante des refus, les demandeurs n'ont point réussi à rencontrer les exigences liées au premier volet médical qu'est la démonstration d'un **état physique ou mental déficient ou altéré de façon significative pour une durée vraisemblablement permanente ou indéfinie**. Dans la majorité de ces cas, il y a absence de preuve médicale objective attestant d'une altération ou d'une déficience significative entraînant des limitations fonctionnelles très importantes. Par exemple, un diagnostic dont la gravité de l'état est léger ou la présence de limitations fonctionnelles légères ne pourra, de manière générale, conduire à l'acceptation CSE. De surcroît, certains demandeurs sont refusés car, nonobstant que leur état soit sévère, l'altération ou la déficience n'est pas d'une durée vraisemblablement permanente ou indéfinie telle qu'exigée par la loi. Par exemple, il peut s'agir notamment d'une inaptitude temporaire, ou d'une condition médicale pour laquelle le pronostic n'est pas encore établi au moment de la demande, d'un dossier pour lesquels des investigations sont en cours ou prévues. Quoique bon nombre des demandeurs présentent des limites liées à leur état de santé, certaines catégories d'emploi demeurent compatibles avec leurs limites, car l'existence de limitations fonctionnelles n'est pas nécessairement synonyme d'inaptitude au travail.

En ce qui concerne les demandeurs qui franchissent avec succès la première étape de la preuve médicale et qui sont refusés à l'allocation CSE, leur non admissibilité découle du fait qu'ils n'ont pu satisfaire au second volet prévu à l'article 25 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* ... « **et que, pour cette raison et compte tenu de ses caractéristiques socioprofessionnelles, il présente des contraintes à l'emploi** ». Ils n'ont donc pas été en mesure de prouver que leur profil socioprofessionnel, à savoir des facteurs tels que l'âge, l'expérience sur le marché du travail, les acquis académiques, est à ce point défavorable qu'il s'avère pour eux impossible d'occuper un emploi même léger ou sédentaire.

Les demandes refusées en CSE l'ont donc été suite à des recommandations produites par un comité d'évaluation composé de deux experts, soit un médecin et un spécialiste socioprofessionnel, lesquels s'appuient sur les deux volets prévus par le législateur.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe à la performance, le 30 mars 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 4 avril 2006

Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF06

T itre

Demande du statut de prestataire avec contraintes sévères à l'emploi (CSE) : nombres de demandes traitées et refusées initialement, demandes acceptées en révision, recours accueillis par le Tribunal administratif du Québec (TAQ).

E xposé et statistiques

- En 2005-2006, sur les 14 455 demandes soumises en première instance pour la reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE), 7 965 demandes ont été refusées, soit une proportion de 55,1 %.
- Du 23 mars 2005 au 21 février 2006, 2 420 demandes ont été traitées en révision et 1 490 ont été acceptées, soit 61,6 %.
- Pour la même période, 105 requêtes pour CSE ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 35 ont été accueillis, soit 33,3 %.

Pour plus de détails sur l'évolution des demandes pour cette clientèle, vous pouvez consulter la fiche 2B.

SOURCE : DRRTAQ – 29 mars 2006

COLLABORATION : SR, DCEMS; DGPSC, Service de révision médicale et socioprofessionnelle; Tribunal administratif du Québec

VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 5 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF7

Titre

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 10 avril 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF08

T itre

État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2005-2006.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère accorde une prestation spéciale d'allaitement aux prestataires de l'assistance-emploi depuis plusieurs années. À l'origine, cette prestation était de 20 \$ par mois et était versée aux mères aussi longtemps qu'elles allaitaient leur bébé.

En décembre 1995, l'aide consentie aux prestataires pour nourrir leur nouveau-né a été révisée. Une mesure de soutien à l'achat des préparations lactées pour nourrissons a été offerte aux mères des bébés âgés de moins de six mois ainsi qu'à celles qui ont des enfants de moins d'un an souffrant d'intolérance au lait de vache, au lactose ou souffrant d'autres troubles spécifiques. De plus, la prestation spéciale d'allaitement a été haussée à 50 \$ et son versement a été limité aux mères de bébé de moins de 6 mois. Cette prestation spéciale représente un *encouragement* du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à ce mode d'alimentation du nouveau-né.

En novembre 1998, des bonifications ont été apportées à ces deux prestations. La prestation spéciale d'allaitement a été prolongée de 6 mois. Elle peut ainsi être accordée aux mères qui allaitent jusqu'à ce que leur enfant atteigne 12 mois. De plus, l'offre de soutien à l'achat de préparations lactées régulières a été prolongée de 3 mois et peut donc être accordée jusqu'à ce que l'enfant soit âgé de 9 mois.

Depuis janvier 2001, la prestation spéciale pouvant être versée pour l'allaitement d'un enfant de moins de 12 mois est passée de 50 \$ à 55 \$ par mois, hausse justifiée par une indexation du montant versé depuis la dernière augmentation.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 4 avril 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (DGARBFM) – 7 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF 09

<p>Titre</p> <p>Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par region pour les groupes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Personne vivant seule;b) Couple;c) Famille monoparentaled) Famille biparentalee) Définition du concept «revenu d'emploi» pour le programmef) Définition du concept «lien d'emploi» pour le programme

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le ministère du Revenu du Québec répondra à cette question.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF10

Titre

Bilan détaillé des activités de conformité pour l'année 2005-2006 et de l'application éventuelle des pénalités administratives.

Statistiques

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE CONFORMITÉ	2005-2006 (10 mois)
Réalisées par les enquêteurs :	69,6 M\$
Réalisées par les agents d'aide :	
Comparaisons de fichiers	59,6 M\$ (9 mois)
Remises de chèques systématiques	8,7 M\$
Remises de chèques ciblées par l'agent	29,2 M\$
Sous-total	97,5 M\$
TOTAL	167,1 M\$

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe à la performance, le 28 mars 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 4 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF11

Titre

Bilan et résultats du programme « Destination Emploi »

- a) nombre de participant(e)s par région;
- b) durée moyenne de participation;
- c) pourcentage de réussite;
- d) prévision de participation pour 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La stratégie de mise en mouvement « Destination Emploi » est remplacée depuis le 7 juillet 2003 par Place à l'emploi.

- a) b) c) d) Questions non pertinentes à l'Étude des crédits 2006-2007.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
28 mars 2006

VALIDATION: Direction générale des politiques – 6 mai 2006
Emploi-Québec – BSMA –

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF12

Titre
Bilan et résultats du programme « Ma Place au Soleil » avec :

- a) Moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par Emploi-Québec aux participantes de « Ma Place au Soleil »;
- b) Nombre de participant(es) par région;
- c) Durée moyenne de participation;
- d) Pourcentage de réussite;
- e) Incidence financière.

Exposé et statistiques

- a) **Moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par Emploi-Québec aux participantes de « Ma Place au Soleil » :**
Ce type de données n'est pas disponible.
- b) **Nombre de participations actives à la fin de l'exercice 2005-2006¹, par région :**

Région	Participations actives	Région	Participations actives
Bas-Saint-Laurent	11	Côte-Nord	25
Saguenay-Lac-St-Jean	33	Nord-du-Québec	4
Capitale-Nationale	92	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	9
Mauricie	48	Chaudière-Appalaches	60
Estrie	15	Laval	28
Outaouais	58	Lanaudière	50
Abitibi-Témiscamingue	26	Laurentides	82
Montréal-Banlieue	132	Montréal	206
Montréal-Ville	113	Centre-du-Québec	33
TOTAL QUÉBEC :		1025	
- c) **Durée moyenne de participation :**
La durée moyenne de participation est de 9,3 mois.
- d) **Pourcentage de réussite :**
Le taux de réussite est de 81 % pour l'exercice et de 55,5 % cumulativement depuis le 1^{er} avril 2000.
Depuis avril 2000, 3158 personnes - en très grande majorité des jeunes femmes - ont participé à Ma Place au Soleil. Au 1^{er} janvier 2006, 1234 (39%) étaient « inactives » à l'aide sociale.
- e) **Incidence financière :**
Depuis sa mise en œuvre en avril 2000, Ma Place au Soleil a généré une économie cumulative totale de 46,4 M \$² en prestations non versées (dossiers inactifs).

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés/Bureau du sous-ministre associé, le 7 avril 2005

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 7 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

¹ Données en date du 4 avril 2006.

² Nombre de mois d'inactivité, par dossier (CP12), sur une période de 70 mois s'étendant d'avril 2000 à janvier 2006 inclusivement, multiplié par 616,74 \$ (moyenne de la prestation versée aux ménages monoparentaux entre avril 2001 et avril 2005 inclusivement).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF13

Titre

Bilan et résultats du programme « J'ai en emploi pour vous » avec :

- a) distinction des buts et objectifs entre le programme « J'ai en emploi pour vous » et la nouvelle philosophie « Place à l'emploi »;
- b) nombre de participant(e)s ;
- c) pourcentage de réussite.

Exposé et statistiques

- a) « Place à l'emploi » est une philosophie d'intervention qui privilégie l'intégration à l'emploi des prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail par une prise en charge rapide des nouveaux demandeurs et par le repérage des clientèles déjà à l'aide qui ont le profil d'employabilité leur permettant d'obtenir un emploi à court terme.

« Un emploi pour vous » s'adressait également aux prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail et visait leur intégration à l'emploi.

Mis en place en juillet 2003, « Place à l'emploi » remplaçait trois stratégies de mise en mouvement des prestataires de l'assistance-emploi, soit Destination Emploi, Encadrement soutenu et Un emploi pour vous.

- b) S/O.
- c) S/O.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF14

Titre

Concernant le Comité d'intégration et de maintien en emploi :

- a) Ventilation du budget du Comité d'intégration et de maintien en emploi au 31 mars 2006;
- b) Bilan des principales activités du CIME en 2005-2006;
- c) Montant reçu du gouvernement fédéral pour les années 2005-2006 et 2004-2005;
- d) Liste des subventions accordées par le CIME.

COMITÉ D'INTÉGRATION ET DE MAINTIEN EN EMPLOI POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES

a) Les budgets

	2005-2006
Emploi-Québec (Directions régionales de Montréal et Québec, Table métropolitaine)	61 474 \$
Fonctionnement (DIS)	250 000 \$
Activités (DIS)	210 000 \$
Entente spécifique Régionalisation de l'immigration	40 480 \$
Total	561 954 \$

b) Bilan des principales activités en 2005-2006

- Dispenser une formation aux intervenants du Carrefour Jeunesse Emploi Lotbinière et aux membres du Comité Migration Lotbinière. L'objectif consistait à outiller davantage les intervenants à l'intervention auprès des clientèles immigrantes;
- coordonner un sondage auprès de la population immigrante de la Capitale-Nationale diplômée en génie à l'étranger. Les résultats ont révélé que le programme de certificat préparatoire aux examens de l'Ordre des ingénieurs ne pourrait pas être mis sur pied dans la région étant donné le nombre insuffisant de la clientèle immigrante;
- élaborer un projet intitulé *Bilan des acquis de transfert et adaptation des compétences*. Il vise à faciliter l'insertion en emploi des immigrants diplômés en génie et en sciences appliquées à l'étranger dans les métiers de technologue;
- organiser avec des partenaires (Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail, Centre R.I.R.E. 2000, l'Institut de recherche et de formation interculturelles de Québec) un colloque portant sur *l'intégration et le maintien en emploi des immigrants dans la Capitale Nationale*, le 30 mai 2006;
- réaliser et imprimer des outils de communication : brochure institutionnelle, synthèse de la planification stratégique 2004-2007, mise à jour du contenu du site Internet, papeterie, pochettes et rafraîchissement du logo;
- poursuivre l'élaboration d'un projet qui consiste à développer un programme de formation et de formateurs d'entreprises en gestion de la diversité culturelle au travail;
- participer à une activité organisée par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur l'analyse de situation de travail du poste de conseiller en reconnaissance des acquis et compétences;
- participer à l'organisation et à l'évaluation du colloque national sur la reconnaissance des acquis et des compétences du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, les 6 et 7 avril 2005. Le Comité a animé un atelier portant sur les activités du Comité et sur les enjeux de la reconnaissance des acquis et des compétences;
- participer au conseil d'administration de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes et à la Commission d'éducation des adultes du Conseil supérieur de l'éducation;
- coordonner le projet de tutorat *accès rapide à l'Ordre des ingénieurs du Québec* dans la région de Québec. Un autre projet a démarré en novembre 2005;

- élaborer un projet de formation d'appoint pour les pharmaciens diplômés à l'étranger en collaboration avec l'Ordre des pharmaciens du Québec;
- réaliser plusieurs études et un sondage :
 - diagnostic sectoriel;
 - recherche exploratoire auprès des femmes universitaires salariées immigrantes du secteur manufacturier;
 - profil des salariés immigrants dans le secteur manufacturier selon le recensement 2001 (Québec, RMR et CUM);
 - recherche exploratoire sur les structures et stratégies d'intégration des immigrants dans cinq régions;
 - une analyse de contexte au Québec sur l'accès aux professions et métiers réglementés des personnes immigrantes;
 - sondage auprès des participants au projet d'immersion professionnelle de 1998 à 2004 à Montréal.

c) Question non pertinente à l'étude des crédits.

d) Question non pertinente à l'étude des crédits.

COMITÉ D'INTÉGRATION ET DE MAINTIEN EN EMPLOI POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES**a) Les budgets**

	2005-2006
Emploi-Québec	
Fonctionnement (DIS)	250 000 \$
Activités (DIS)	330 000 \$
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	130 000 \$
Total	710 000 \$

b) Bilan des principales activités en 2005-2006

Les principales activités du Comité d'intégration et de maintien en emploi pour les personnes handicapées réalisées au cours de l'année financière 2005-2006 sont les suivantes :

- identification de pistes d'action servant à conseiller le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans l'élaboration de la Stratégie visant l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées;
- participation à la conception d'outils de promotion de la formation professionnelle et technique auprès des personnes handicapées;
- élaboration d'un projet visant la reconnaissance des acquis professionnels des travailleurs dans les entreprises adaptées afin d'accroître leur employabilité;
- développement d'un modèle de service pour les étudiants et les finissants du postsecondaire afin d'assurer une transition plus efficace entre les études et le marché du travail;
- identification de stratégies pour assurer une plus grande réceptivité du marché du travail aux personnes handicapées. Ces stratégies mettent l'accent sur les aspects suivants :
 - soutien aux entreprises qui ont des obligations de résultat en matière d'équité en emploi;
 - soutien au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour assurer aux personnes handicapées un accès aux technologies de l'information utiles dans leur démarche d'emploi;
 - élaboration d'un plan de communication visant à promouvoir les compétences des personnes handicapées auprès des employeurs.
- mise à jour du site Internet et publication d'un bulletin d'information pour les partenaires des réseaux de l'emploi et de la formation;
- organisation d'une rencontre nationale à Québec des tables régionales de concertation pour l'emploi des personnes handicapées.

c) Question non pertinente à l'étude des crédits.**d) Question non pertinente à l'étude des crédits.**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 15

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté

a. AXE 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

- ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;
- assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;
- offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;
- réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;
- appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;
- une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;
- favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;
- augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;
- mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;
- établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;
- augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;
- accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;
- adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;
- adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;
- Favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;
- améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;
- miser sur la contribution des organismes communautaires;
- poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;
- poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;
- améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu;

b. AXE 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

- mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;
- favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;
- offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;
- soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille;
- expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;
- implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;
- assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;
- intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;
- adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;

- encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;
 - offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;
 - mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;
 - se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;
 - soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes aînées à faible revenu;
- c. AXE 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société
- investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);
 - convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;
 - soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;
 - amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;
 - lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté;
- d. AXE 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action
- évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;
 - assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;
 - intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;
 - intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère a rendu compte de la première année de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en déposant le Bilan de l'an I devant l'Assemblée nationale.

Le Ministère rendra compte de la seconde année de la Stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en déposant prochainement le Bilan de l'an II devant l'Assemblée nationale.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Le 10 avril 2006

VALIDATION: Direction générale des politiques
Le 10 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF 16

<p>Titre</p> <p>Nombre de personnes vivant seules, couples, familles monoparentales et familles biparentales vivant sous 50% du revenu médian au Québec.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Question non pertinente à l'étude des crédits.</p>

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF17

T itre

État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Comité consultatif sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :

- a) budget alloué;
- b) la liste des personnes consultées avec copie de leurs recommandations;
- c) processus de nomination;
- d) date prévue pour sa création.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

A. Budget alloué : 250 K \$ en 2006-2007

B. La liste des personnes consultées

Question non pertinente à l'étude des crédits.

C. Liste des nominations

Les membres du Comité ont été nommés par décret le 8 mars 2006. Il s'agit de :

Mesdames Lucie Bélanger, Réjeanne Pagé, Monique Toutant, Jeanne Lavoie, Pascale Caron, Marie-Andrée Beaudoin, Édith Cloutier, Renée Deschênes, Anne-Marie Rodrigues, Nancy Villemure, Marguerite Blais et Geneviève Bouchard ont été nommées de même que Messieurs Daniel Germain, Tommy Kulczyk, André Mignault, Michel Bellemare et Richard Lavigne.

Monsieur Tommy Kulczyk, de Jeunesse au Soleil, assumera la présidence du Comité.

D. Date des rencontres et copie des procès-verbaux

Aucune réunion n'a été tenue avant le 31 mars 2006 puisque les membres du comité ont été nommés par décret le 8 mars 2006.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – 31 mars 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – 31 mars 2006
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (DGARBFM) – 4 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

44

de fiche : RPAF18

Titre :

État d'avancement des travaux concernant la mise en oeuvre du Fonds québécois d'initiatives sociales, incluant :

1. budget alloué;
2. fonctionnement prévu;
3. type d'activités qui seront supportées par région;
4. liste et les montants alloués à chacun des organismes depuis la mise en œuvre du FQIS.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Fonds québécois d'initiatives sociales est entré en vigueur le 1^{er} avril 2003. Le budget alloué en 2005-2006 au Fonds a été de 11,2 M\$ dont 4,8 M\$ de nouveaux crédits et 6,4 M\$ provenant du surplus cumulé au Fonds au 31 mars 2005.

En 2005-2006, le Fonds a soutenu principalement les projets suivants :

- 5 M\$ pour l'entente de développement social et communautaire de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre du Contrat de ville avec Montréal. Cette entente a permis de soutenir 203 projets dans 22 arrondissements de la Ville de Montréal.
- Engagement de 5,5 M\$, dont 5 M\$ versés en 2004-2005 et 0,5 M\$ versé en 2005-2006 dans le cadre de la *Mesure de soutien aux activités de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale année 2004-2005* (mesure ponctuelle, non récurrente). Cette mesure a permis de soutenir 226 projets dans les 16 régions admissibles du Québec.
- Engagement de 2,7 M\$, dont 1,6 M\$ versé en 2004-2005 et 1,1 M\$ versé en 2005-2006, dans le cadre de l'entente avec le Club des petits déjeuners du Québec, en partenariat avec le ministère de la Santé et des services sociaux et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (entente de financement de 4 M\$ sur 2 ans, dont 2,7 du MESS, 1 M\$ du MSSS et 0,3 M\$ du MELs).
- 1 M\$ pour le financement d'un premier projet, soit Autonomie Jeunes Familles, dans le cadre de l'entente de partenariat entre le Ministère et la Fondation Lucie et André Chagnon visant la prévention de la pauvreté auprès des jeunes familles de milieux défavorisés (entente de financement de 5 M\$ pour chacune des parties, sur 5 ans).
- 0,262 M\$ pour financer la poursuite du projet pilote dans la MRC de La Haute-Gaspésie (projet soutenu dans le cadre d'une entente de 3 ans visant la réalisation d'un plan d'action local concerté de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale). Cette entente a permis de soutenir onze projets dans différents organismes de ce territoire en 2005-2006.
- 0,250 M\$ pour financer la poursuite du projet pilote dans la MRC de Témiscouata (projet soutenu dans le cadre d'une entente de 3 ans visant la réalisation d'un plan d'action local concerté de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale). Cette entente a permis de soutenir douze projets dans différents organismes de ce territoire en 2005-2006.
- 0,5 M\$ pour financer le projet pilote « Emploi de solidarité » de l'organisme Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), visant l'intégration socioprofessionnelle des personnes très éloignées du marché du travail.
- 0,1 M\$ pour financer le projet Sécurité alimentaire Estrie, en partenariat avec l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie, la Ville de Sherbrooke et Bell Canada.

Le plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale précise que le Fonds québécois d'initiatives sociales deviendra l'un des principaux outils afin de favoriser l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires convenus comme étant prioritaires.

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales, le 28 mars 2006
VALIDATION : DGARBFM – Secteur du budget, le 6 avril 2006
Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 10 avril 2006

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF19

T itre

Évaluation des coûts du régime québécois d'assurance parentale.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le coût total estimé des prestations du programme se situe à 1,080 milliard \$ annuellement. Cette somme correspond à l'évaluation de l'ensemble des prestations de remplacement de revenu qui seront versées à l'égard des naissances et des adoptions qui surviendront au cours de l'année 2006.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, 6 avril 2006**COLLABORATION :****VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 6 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF 20

Titre
Les coûts administratifs de mise en œuvre du RQAP

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
DÉPENSES	
	Réel 2005
Dépenses courantes	
Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP)	1 192 800 \$
Revenu Québec (RQ)	215 500 \$
Total	1 408 300 \$

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
-2006-04-12

VALIDATION: DGARBFM – Secteur du budget – 2006-04-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF21

Titre

Les coûts reliés à l'embauche des effectifs supplémentaires pour la mise en œuvre du RQAP

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le nombre d'effectifs autorisés du Centre de services à la clientèle (CSC) est de 60, soit 43 effectifs réguliers et 17 effectifs occasionnels. Au 31 mars 2006, tous les postes étaient pourvus.

SOURCE : Direction générale adjointe du régime québécois d'assurance parentale, le 11 avril 2006
VALIDATION: Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF22

T itre

Délai moyen de traitement des demandes de prestations

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 31 mars 2006 :

- le délai moyen de traitement des demandes était de 11,1 jours.

SOURCE : Direction générale adjointe du régime québécois d'assurance parentale, le 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF23

T itre

Délai moyen d'attente des personnes lors des appels téléphoniques

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le délai moyen d'attente pour obtenir des informations sur le Régime québécois d'assurance parentale par téléphone était :

- au 31 mars 2006 : 2 minutes 5 secondes

SOURCE : Direction générale adjointe du régime québécois d'assurance parentale, le 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF24

T itre

Délai moyen d'attente des personnes lors des appels téléphoniques pour obtenir des services en français

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le délai moyen d'attente pour obtenir des informations sur le Régime québécois d'assurance parentale en français par téléphone était :

- au 31 mars 2006 : 1 minutes 55 secondes

SOURCE : Direction générale adjointe du régime québécois d'assurance parentale, le 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF25

Titre

Délai moyen d'attente des personnes lors des appels téléphoniques pour obtenir des services en anglais

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le délai moyen d'attente pour obtenir des informations sur le Régime québécois d'assurance parentale en anglais par téléphone était :

- au 31 mars 2006 : 3 minutes 28 secondes

SOURCE : Direction générale adjointe du régime québécois d'assurance parentale, le 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF26

T itre

Nombre de demandes refusées et les motifs de refus

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données portent sur les activités se déroulant du 1er janvier 2006 au 8 avril 2006.

Depuis le 1er janvier 2006, 20 586 demandes initiales ont été déposées au régime québécois d'assurance parentale (RQAP). De ce nombre, 17 335 demandes ont été acceptées (84,2 %) et 967 demandes (4,7 %) ont été refusées.

On constate que la majorité des refus (88 % des cas) s'explique par le dépôt prématuré de la demande, soit avant l'arrêt de la rémunération. Par conséquent, lorsque la demande est soumise à nouveau, elle est généralement acceptée.

Pour les autres 12 %, les motifs de refus sont : l'enfant est né avant le 1er janvier 2006 (6 %), la famille ne résidait pas au Québec au 31 décembre 2005 (3 %) ou le parent ne vivait pas habituellement avec l'enfant (3 %).

Rappelons qu'au 9 avril, le régime a effectué 59 420 versements de prestation pour un montant cumulatif de plus de 61,7 millions de dollars.

SOURCE : Direction générale adjointe du régime québécois d'assurance parentale, le 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF27

T itre

Nombre de plaintes déposées contre le RQAP et les motifs de plaintes

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Bureau de renseignements et plaintes du MESS a reçu 290 plaintes depuis l'entrée en vigueur du RQAP.

SOURCE : Direction générale adjointe du régime québécois d'assurance parentale, le 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF28

Titre

Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Coût total de prestations pour les naissances et adoptions de 2006

Le coût total estimé des prestations du programme se situe à 1,080 milliard \$ annuellement. Cette évaluation a été validée par un actuaire indépendant. Cette somme correspond à l'évaluation de l'ensemble des prestations de remplacement de revenu qui seront versées à l'égard des naissances et des adoptions qui surviendront au cours de l'année 2006.

La répartition du 1,080 milliard \$ s'établit comme suit :

- Prestations de maternité : 370 millions \$;
- Prestations de paternité : 55 millions \$;
- Prestations parentales : 640 millions \$;
- Prestations d'adoption : 15 millions \$.

Ces sommes seront étalées sur deux années civiles puisque les prestations payables à l'égard des naissances et adoptions survenues au cours d'une année civile ne seront pas épuisées à la fin de cette année. Ainsi, sur une base de déboursés, on s'attend à ce que le RQAP assume des prestations de l'ordre de 750 millions \$ en 2006.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, 6 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION: DGARBFM – Secteur du budget – 2006-04-19

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF29

T itre

Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)**Un dépôt initial de 200 M\$**

Selon l'entente conclue avec le gouvernement fédéral le 1^{er} mars 2005, le gouvernement fédéral a versé en juillet 2005 au gouvernement québécois une somme de 200 millions \$ pour appuyer la mise en place du régime. Ce montant a été transféré au Fonds d'assurance parentale et investi à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Les taux de cotisation

Les taux de cotisation pour l'année 2006, tels définis par le Règlement sur les taux de cotisation au régime d'assurance parentale, approuvé par le décret n°985-2005 du 19 octobre 2005, sont de :

- 0,416 % pour les salariés,
- 0,583 % pour les employeurs
- 0,737 % pour les travailleurs autonomes.

Ces taux de cotisation ont été déterminés sur la base du Rapport de l'actuaire en chef sur le financement du Régime québécois d'assurance parentale déposé au Conseil d'administration du Conseil de gestion de l'assurance parentale le 21 juin 2005.

L'application des taux de cotisation déterminés sur la masse salariale assurable projetée pour 2006 résulte en une cotisation totale de 1 125,0 M\$.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, 6 avril 2006**COLLABORATION :****VALIDATION:** DGARBFM – Secteur du budget – 2006-04-19

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF30

T itre

Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la 2^e année du régime et les suivantes.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'application des taux de cotisation déterminés sur la masse salariale assurable projetée pour 2007 résulte en une cotisation totale de 1 175,0 M.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, 10 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION: DGARBFM – Secteur du budget – 2006-04-19

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF31

T itre

Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2006.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)**Règles d'admissibilité**

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance parentale, toutes les personnes assujetties à la cotisation sont admissibles aux prestations du Régime québécois d'assurance parentale, à la condition qu'elles donnent naissance ou adoptent un enfant à partir du 1^{er} janvier 2006 et qu'elles aient gagné un revenu supérieur à 2 000 \$ au cours de l'année antérieure à la demande de prestation.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, 10 avril 2006**COLLABORATION :****VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF32

T itre

État de situation des huit équipes de travail annoncées par le ministre, le 14 octobre dernier, au terme du Forum des générations.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil exécutif a répondu à cette question.

SOURCE : Direction générale des politiques – 10 avril 2006

VALIDATION: Direction générale des politiques – 10 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF 33

<p>Titre</p> <p>Sommes versées aux centres de travail adapté en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.</p>

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le ministère de la Santé et des Services sociaux répondra à cette question.</p>

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF 34

Titre

État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.

Exposé et statistiques

Le ministère de la Santé et des Services sociaux répondra à cette question.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale des opérations, le 5 avril 2006
VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF35

Titre

Le nombre d'emplois créés dans les centres de travail adapté en 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le ministère de la Santé et des Services sociaux répondra à cette question.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale des opérations, le 5 avril 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 10 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre		Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
VOLET	Défense collective des droits	
Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques		33 000,00 \$
Action chômage Kamouraska inc.		35 351,00 \$
Action populaire Rimouski-Neigette		26 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule		23 397,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage		44 927,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis		45 580,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)		22 000,00 \$
Comité logement Rimouski-Neigette		15 500,00 \$
Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.		67 948,00 \$
P.L.A.I.D.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01		85 000,00 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata		23 000,00 \$
Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)		62 896,00 \$
Service d'aide aux personnes accidentées du travail et de la route "Parechoc" du KRTB		30 852,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent		55 000,00 \$
		<u>570 451,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits
Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

*Nom de l'organisme**Subventions versées*

Alliance autochtone Communauté 30 Mistassini	6 014,00 \$
Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	40 000,00 \$
Comité des droits sociaux d'Alma	40 000,00 \$
Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.	85 000,00 \$
Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	62 896,00 \$
L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	40 000,00 \$
La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.	33 000,00 \$
Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	38 628,00 \$
Loge m'entraide	40 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	59 978,00 \$
Recif-02	55 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	40 000,00 \$
Service budgétaire et communautaire d'Alma	40 926,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	24 425,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Jonquière	17 915,00 \$
Service budgétaire populaire de St-Félicien	11 897,00 \$
	<u>635 679,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	03 - Capitale-Nationale
Nom de l'organisme	Subventions versées
Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	38 000,00 \$
Action-Chômage de Québec	38 000,00 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	131 633,00 \$
Association des grands-parents du Québec	20 000,00 \$
Association droits et drogues	9 535,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	43 010,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	49 547,00 \$
Auto-Psy (région de Québec)	85 000,00 \$
Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	44 227,00 \$
Carrefour de pastorale en monde ouvrier de Québec inc.	10 010,00 \$
Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	20 000,00 \$
Coalition gaie et lesbienne - Québec	80 500,00 \$
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	41 510,00 \$
Comité logement d'aide aux locataires	15 500,00 \$
Comité populaire St-Jean-Baptiste	39 510,00 \$
Groupe de défense des droits des détenus de Québec	10 010,00 \$
Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	32 671,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de Québec	67 849,00 \$
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	77 182,00 \$
Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	91 971,00 \$
Les amis et amies de la terre de Québec	30 010,00 \$
Ligue des droits et libertés - section de Québec	33 000,00 \$
Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	36 510,00 \$
Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	83 072,00 \$
Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	23 000,00 \$
Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	93 132,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de Québec (03) Portneuf - Québec - Charlevoix	55 000,00 \$
Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	92 896,00 \$
	<u>1 392 285,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	04 - Mauricie
Nom de l'organisme	Subventions versées
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	6 624,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	6 624,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Centre de la Mauricie	10 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	18 285,00 \$
ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	37 700,00 \$
Comité d'action des non-syndiqués de Trois-Rivières inc.	40 000,00 \$
Comité logement Trois-Rivières inc.	40 000,00 \$
Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	40 000,00 \$
Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	6 264,00 \$
Groupe pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières & Trois-Rivières Ouest inc.	52 290,00 \$
Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.	13 296,00 \$
Mouvement action-chômage Trois-Rivières	40 000,00 \$
Mouvement personne d'abord région Mauricie	42 107,00 \$
R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	44 707,00 \$
Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	38 572,00 \$
Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	93 241,00 \$
Service d'aide au consommateur-région 04	12 345,00 \$
Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	85 000,00 \$
Table de concertation "Abus auprès des aînés" du Trois-Rivières métropolitain inc.	28 000,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	55 000,00 \$
	710 055,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits

Région 05 - Estrie

Nom de l'organisme

Subventions versées

Action-Handicap Estrie	62 896,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	44 095,00 \$
Association des locataires de Sherbrooke	40 000,00 \$
Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	14 257,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	30 765,00 \$
Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	40 000,00 \$
Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	59 180,00 \$
Concertation femmes Estrie	55 000,00 \$
Conseil des aveugles de Memphrémagog	7 192,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	18 000,00 \$
Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	38 282,00 \$
Illusion-Emploi de l'Estrie	38 000,00 \$
L'action plus de Sherbrooke inc.	40 000,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	35 005,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	40 005,00 \$
Ligue des droits et libertés (section Estrie)	33 000,00 \$
Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	40 743,00 \$
Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)	85 000,00 \$
Promotion Handicap Estrie inc.	57 323,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	55 602,00 \$
Service budgétaire populaire de la MRC d'Asbestos	56 543,00 \$
Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	43 714,00 \$
Solidarité populaire Estrie	40 000,00 \$
Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	33 000,00 \$
Table ronde des OVEP de l'Estrie	47 385,00 \$
	<u>1 054 987,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	06 - Montréal
Nom de l'organisme	Subventions versées

"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal	85 000,00 \$
Action des femmes handicapées (Montréal)	34 303,00 \$
Action dignité de Saint-Léonard	13 000,00 \$
Action travail des femmes du Québec inc.	14 104,00 \$
Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	74 108,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	49 821,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	65 115,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	69 901,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	41 752,00 \$
Association des aides familiales du Québec	46 832,00 \$
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	38 000,00 \$
Association des locataires de Villeray inc.	61 037,00 \$
Association du Québec pour l'intégration sociale	68 133,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	39 431,00 \$
Association pour la protection automobile	24 690,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	140 818,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.	16 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	10 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	24 177,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	59 633,00 \$
Association québécoise des personnes de petite taille inc.	71 633,00 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	105 000,00 \$
Au bas de l'échelle inc.	35 094,00 \$
BRAS Villeray	33 000,00 \$
Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	67 053,00 \$
Centre de recherche-action sur les relations raciales (Québec)	10 029,00 \$
Centre québécois pour la déficience auditive	113 629,00 \$
Coalition des associations de consommateurs du Québec	48 710,00 \$
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	24 000,00 \$
Comité chômage de Montréal	52 958,00 \$
Comité d'action de Parc Extension	13 000,00 \$
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	28 047,00 \$
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	40 000,00 \$
Comité de logement Rosemont	43 345,00 \$
Comité des orphelins et orphelines institutionnalisés de Duplessis	25 000,00 \$
Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	67 688,00 \$
Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	27 044,00 \$

SOURCE : Direction du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, en date du 29 mars 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	06 - Montréal
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Comité logement Ahuntsic-Cartierville	43 699,00 \$
Comité logement de La Petite Patrie inc.	18 422,00 \$
Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	94 661,00 \$
Comité-Chômage de l'est de Montréal	45 700,00 \$
Comité-Logement centre-sud de Montréal	63 580,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	118 633,00 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	50 054,00 \$
Conseil pour la protection des malades (CPM)	76 633,00 \$
Développement québécois de la sécurité des femmes	70 000,00 \$
Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	40 000,00 \$
Ex aequo	131 806,00 \$
F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	45 000,00 \$
Fédération des femmes du Québec	71 774,00 \$
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	104 950,00 \$
Fédération québécoise de l'autisme et des autres troubles envahissants du développement	149 633,00 \$
Force jeunesse inc.	28 000,00 \$
Forum des citoyens aînés de Montréal	60 337,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	57 450,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	110 404,00 \$
Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	43 544,00 \$
Infologis de l'est de l'île de Montréal	43 999,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	42 993,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	15 000,00 \$
La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	104 133,00 \$
La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	56 276,00 \$
La ligue des droits et libertés	66 901,00 \$
La ligue des Noirs du Québec	33 000,00 \$
L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)	40 000,00 \$
L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec	90 000,00 \$
L'association féminine d'éducation et d'action sociale	104 601,00 \$
Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	57 633,00 \$
Ligue des femmes du Québec	18 000,00 \$
Mouvement action justice	28 000,00 \$
Mouvement action-chômage de Montréal inc.	22 369,00 \$
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	38 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	134 855,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Montréal	54 305,00 \$
Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	25 865,00 \$
Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	13 154,00 \$

SOURCE : Direction du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, en date du 29 mars 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits	
Région	06 - Montréal	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges		25 399,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)		21 152,00 \$
P.O.P.I.R. inc.		51 186,00 \$
Regroupement autonome des jeunes (R.A.J.) du Québec		16 410,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM		126 690,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)		110 675,00 \$
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec		115 052,00 \$
Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain		94 661,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de la CUM inc.		66 940,00 \$
Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles		53 692,00 \$
Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)		44 500,00 \$
Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.		10 583,00 \$
Société logique inc.		72 233,00 \$
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain		48 000,00 \$
Table des groupes de femmes de Montréal		55 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal		61 278,00 \$
Transport 2000 Québec		38 000,00 \$
Union des consommateurs		113 775,00 \$
Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)		45 380,00 \$
		5 365 055,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits

Région 07 - Outaouais

Nom de l'organisme

Subventions versées

Action santé Outaouais	40 000,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	55 000,00 \$
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	35 436,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	15 727,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux, Hull	39 461,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) section Gatineau inc.	8 803,00 \$
Droits-Accès de l'Outaouais	85 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne de Gatineau-Hull	8 803,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	67 311,00 \$
Logement occupé	54 726,00 \$
Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens et chrétiennes, section Outaouais	8 803,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	62 896,00 \$
Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	37 650,00 \$
	<u>519 616,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue

Nom de l'organisme

Subventions versées

Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	28 000,00 \$
Association pour personnes handicapées visuelles de Rouyn-Noranda	13 196,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	18 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue	49 865,00 \$
R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.	85 000,00 \$
R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	33 000,00 \$
Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	62 896,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	55 000,00 \$
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	53 453,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue	40 177,00 \$
Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue	42 665,00 \$
	<u>481 252,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre		Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
VOLET	Défense collective des droits	
Région	09 - Côte-Nord	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>	
Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	85 000,00 \$	
L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	57 139,00 \$	
Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	52 178,00 \$	
Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	63 375,00 \$	
Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	73 604,00 \$	
Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	43 729,00 \$	
	<u>375 025,00 \$</u>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits
Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine

*Nom de l'organisme**Subventions versées*

Droits devant	33 000,00 \$
Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	97 000,00 \$
FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	10 353,00 \$
La démêlée	40 000,00 \$
La table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	55 000,00 \$
Mouvement action chômage Pabok inc.	34 442,00 \$
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	65 896,00 \$
	<u>335 691,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits

Région 12 - Chaudière-Appalaches

Nom de l'organisme

Subventions versées

Aide aux travailleurs accidentés, ATA	38 474,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	60 311,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	49 411,00 \$
Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	20 000,00 \$
Association des locataires de Thetford Mines inc.	39 510,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section L'Islet-Nord inc.	1 052,00 \$
Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante	50 438,00 \$
Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	31 010,00 \$
L'A-Droit de Chaudière-Appalaches	85 000,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	62 896,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	55 000,00 \$
	<u>493 102,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits

Région 13 - Laval

Nom de l'organisme

Subventions versées

ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	63 516,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	21 991,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval	23 350,00 \$
L'en-droit de Laval	85 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Laval	58 506,00 \$
Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	83 602,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	55 000,00 \$
	<u>390 965,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits	
Région	14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Action populaire des Moulins		30 129,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière		101 539,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière		42 245,00 \$
Association des travailleurs accidentés Brandon d'Autray inc.		28 000,00 \$
Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin		40 000,00 \$
Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont		37 119,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.		30 851,00 \$
Association québécoise de la fibromyalgie		55 000,00 \$
Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon		43 172,00 \$
Comité régional des assistés sociaux de Lanaudière		20 707,00 \$
Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne		33 468,00 \$
Le mouvement des personnes d'abord de Joliette		44 341,00 \$
Le regroupement des assistés sociaux de Joliette métropolitain (R.A.S.J.M.)		30 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)		54 212,00 \$
Pleins droits de Lanaudière inc.		85 000,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière		36 200,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière		55 000,00 \$
Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière		62 896,00 \$
		<u>829 879,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	15 - Laurentides
Nom de l'organisme	Subventions versées
Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	89 105,00 \$
Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	74 557,00 \$
Droits et obligations des sans emploi	40 000,00 \$
Droits et recours Laurentides inc.	85 000,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge	29 915,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Lachute	14 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	32 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	32 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	28 368,00 \$
Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	9 000,00 \$
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	72 896,00 \$
Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	23 803,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	55 000,00 \$
	585 644,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Défense collective des droits

Région 16 - Montérégie

Nom de l'organisme

Subventions versées

Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	64 191,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	55 912,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	62 582,00 \$
Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	39 553,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	26 175,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	19 553,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	4 553,00 \$
Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.	38 325,00 \$
Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	18 772,00 \$
Collectif de défense des droits de la Montérégie	85 000,00 \$
Comité chômage du Haut-Richelieu	38 000,00 \$
Comité des citoyens du logement de Châteauguay	58 552,00 \$
Comité logement Beauharnois	28 000,00 \$
Comité logement de Valleyfield	40 000,00 \$
Comité-Logement Montérégie inc.	54 000,00 \$
Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.	34 000,00 \$
Groupe des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	76 657,00 \$
Groupe des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	64 449,00 \$
Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	38 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne de la rive-sud de Montréal	20 238,00 \$
L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	52 372,00 \$
L'association des droits des minorités du Grand Châteauguay	28 000,00 \$
Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe	31 283,00 \$
Le service d'économie familiale de Cowansville et de la région des Montagnes	3 614,00 \$
Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	45 485,00 \$
Mouvement action chômage Longueuil inc.	13 491,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	40 000,00 \$
Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	44 000,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	40 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	10 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	35 600,00 \$
Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	14 805,00 \$
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	40 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	55 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	61 036,00 \$

SOURCE : Direction du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, en date du 29 mars 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
--------------	-------------------------------

Région	16 - Montérégie
---------------	-----------------

<i>Nom de l'organisme</i>	
---------------------------	--

<i>Subventions versées</i>

1 381 198,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.	
VOLET	Défense collective des droits	
Région	17 - Centre-du-Québec	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis		61 109,00 \$
Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec		53 672,00 \$
Association des locataires des Bois-Francis		37 582,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Drummondville inc.		39 285,00 \$
C.D.P.A.S.-VICTO (Comité pour les droits des personnes assistées sociales)		40 714,00 \$
La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec		55 000,00 \$
Le regroupement des sans-emploi de la MRC de L'Érable		33 000,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Drummondville		45 355,00 \$
R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond		37 918,00 \$
RATTACQ Regroupement d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés du Centre du Québec		47 228,00 \$
Regroupement des sans-emplois de Victoriaville		49 643,00 \$
Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)		62 896,00 \$
Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.		37 918,00 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec		55 000,00 \$
		<u>656 320,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Multisectoriels
Région 01 - Bas-Saint-Laurent

*Nom de l'organisme**Subventions versées*

Centre de ressources en intervention populaire de l'Est inc.	8 021,00 \$
Club coopératif de consommation du Bas Témiscouata	4 249,00 \$
Comité d'éducation populaire Mitis-Neigette inc.	15 816,00 \$
Comptoir de linge "À la boutonnière" de St-Juste-du-Lac	9 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	76 912,00 \$
Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	60 000,00 \$
Les femmes en éveil de Price inc.	14 265,00 \$
Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	21 309,00 \$
	<u>209 572,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Multisectoriels
Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean
Nom de l'organisme	Subventions versées
Corporation de développement communautaire du ROC	60 000,00 \$
La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	60 000,00 \$
La main du samaritain inc.	5 024,00 \$
La ressource de Jonquière	11 282,00 \$
	<u>136 306,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Multisectoriels
Région 03 - Capitale-Nationale

*Nom de l'organisme**Subventions versées*

Centre de recherche et de développement solidaire	10 075,00 \$
Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	6 435,00 \$
Comptoir communautaire Saint-Joseph	12 000,00 \$
Conseil social et communautaire de Charlevoix inc.	7 010,00 \$
La réalité du moment présent	8 000,00 \$
Les récollets inc.	8 510,00 \$
Table de concertation des organismes sociocommunautaires du territoire du CLSC La source, comté de Charlesbourg	20 000,00 \$

72 030,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre		Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
VOLET	Multisectoriels	
Région	04 - Mauricie	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre social et récréatif St-Sacrement		14 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.		60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières		60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Mékinac		60 000,00 \$
L' alpha - secteur Des Chenaux		6 000,00 \$
		<u>200 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Multisectoriels

Région 05 - Estrie

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire de la M.R.C. d'Asbestos	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Granit	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Memphrémagog	60 000,00 \$
La coopérative de travail "La fourmillière" de Sherbrooke	10 838,00 \$
	<u>250 838,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Multisectoriels	
Région	06 - Montréal	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Action solidarité Grand Plateau		30 000,00 \$
Alerte Centre-Sud		15 000,00 \$
Association des résidents de la Maison Lucie Bruneau inc.		31 890,00 \$
Centre de ressources de la troisième avenue		6 585,00 \$
Centre des femmes haïtiennes de Rivière des Prairies		15 000,00 \$
Comité aviseur de l'action communautaire autonome		209 000,00 \$
Conseil communautaire de Côte-des-Neiges et Snowdon		4 049,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies		36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.		60 000,00 \$
Handidactis		6 000,00 \$
Inter-Loge Centre-Sud		4 290,00 \$
Kéroul		56 633,00 \$
La CDC de la Pointe, région Est de Montréal		60 000,00 \$
L'association volontaire de Chinois du Québec		4 737,00 \$
Mission du grand berger		18 000,00 \$
Monovie Ahuntsic inc.		3 799,00 \$
Objectif Sécurité action (OSA Anjou)		8 000,00 \$
Regroupement des magasins-partage de l'Île de Montréal		12 000,00 \$
Regroupement des organismes volontaires d'éducation populaire (ROVEP) inc.		104 468,00 \$
Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail		40 256,00 \$
Réseau de l'action bénévole du Québec		100 000,00 \$
Solidarité Saint-Henri		15 000,00 \$
Solidarités Villeray		25 000,00 \$
Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.		19 259,00 \$
Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome		30 000,00 \$
		<u>914 966,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Multisectoriels

Région 07 - Outaouais

Nom de l'organisme

Subventions versées

Centre d'artisanat d'Otter Lake inc.

8 803,00 \$

Corporation de développement communautaire de Pontiac

18 000,00 \$

Corporation de développement communautaire Rond Point

60 000,00 \$

86 803,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Multisectoriels
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	6 227,00 \$
Corporation de développement communautaire d'Amos	60 000,00 \$
	<u>66 227,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre		Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
VOLET	Multisectoriels	
Région	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Comité d'éducation populaire autonome de St-Godefroi		6 599,00 \$
Comité d'éducation populaire autonome, secteur Matapédia		10 040,00 \$
		<u>16 639,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Multisectoriels
Région	12 - Chaudière-Appalaches
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Centre J'ai du génie	12 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Bellechasse	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Amiante	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lévis	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	60 000,00 \$
La ressource de Lotbinière	10 000,00 \$
Ouvre ton coeur à l'espoir	10 000,00 \$
	<u>308 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Multisectoriels
Région	13 - Laval
Nom de l'organisme	Subventions versées

Corporation de développement communautaire de Laval	60 000,00 \$
	<u>60 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Multisectoriels
Région	16 - Montérégie
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	60 000,00 \$
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	60 000,00 \$
Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	15 068,00 \$
	<u>555 068,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Multisectoriels
Région 17 - Centre-du-Québec

*Nom de l'organisme**Subventions versées*

Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	86 314,00 \$
Corporation de développement communautaire Drummond inc.	68 997,00 \$
Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	60 000,00 \$
Les groupes populaires associés de Drummond inc.	26 075,00 \$
Table nationale des corporations de développement communautaire	88 000,00 \$
	<u>449 386,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
-------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	01 - Bas-Saint-Laurent
Nom de l'organisme	Subventions versées
Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	3 092,50 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	4 033,55 \$
	<u>7 126,05 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 03 - Capitale-Nationale

Nom de l'organisme

Subventions versées

Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	17 500,00 \$
Centre communautaire des sourds de l'est du Québec	1 070,00 \$
Centre d'action bénévole de Québec inc.	36 332,80 \$
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	24 000,00 \$
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	5 000,00 \$
Plan Nagua	2 500,00 \$
Regroupement des organismes communautaires de la région 03	7 500,00 \$
Regroupement des personnes handicapées visuelles (régions 03-12)	500,00 \$
	<u>94 402,80 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 04 - Mauricie

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	4 000,00 \$
La fenêtre, Centre d'immersion aux arts	12 500,00 \$
Parents-Secours du Québec inc.	8 942,50 \$
Regroupement des organismes de base en santé mentale régions 04-17	6 250,00 \$
	<u>31 692,50 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement	
Région	05 - Estrie	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.		16 732,00 \$
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke		10 277,50 \$
RAPPEL Regroupement des associations pour la protection de l'environnement des lacs et cours d'eau de l'Estrie et du Haut-Bassin de la St-François		4 500,00 \$
Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie		3 500,00 \$
		<u>35 009,50 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme

Subventions versées

Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ	4 000,00 \$
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec	4 450,00 \$
Carrefour mondial de l'internet citoyen	4 000,00 \$
Centre Berthiaume-Du Tremblay	900,00 \$
Centre de formation populaire C.F.P.	21 260,00 \$
Centre québécois pour la déficience auditive	7 155,00 \$
Centre St-Pierre	25 000,00 \$
Coalition des associations de consommateurs du Québec	10 000,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	3 500,00 \$
Kéroul	6 000,00 \$
Le carrefour des organismes communautaires de LaSalle inc.	17 500,00 \$
Le groupe communautaire L'itinéraire	20 000,00 \$
P.O.P.I.R. inc.	20 936,50 \$
Projet ado communautaire en travail de rue	4 000,00 \$
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale	2 500,00 \$
Relais-Femmes	43 000,00 \$
Réseau de l'action bénévole du Québec	18 500,00 \$
Tel Aide	9 500,00 \$

222 201,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.	
VOLET	Soutien aux projets de développement	
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
Nom de l'organisme		Subventions versées
CROC-AT, Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue		8 000,00 \$
		<u>8 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 09 - Côte-Nord

Nom de l'organisme

Subventions versées

Association des côtiers de la Basse Côte-Nord inc.

3 500,00 \$

Le module d'épanouissement à la vie de Sept-Îles

800,00 \$

Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.

15 000,00 \$

Table de concertation régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Côte-Nord

735,00 \$

20 035,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement	
Région	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Carrefour-Ressources		3 500,00 \$
Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine		15 000,00 \$
		<u>18 500,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre		Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
VOLET	Soutien aux projets de développement	
Région	12 - Chaudière-Appalaches	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière		1 900,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lévis		1 500,00 \$
		<u>3 400,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	13 - Laval
Nom de l'organisme	Subventions versées
ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	1 990,00 \$
	<u>1 990,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
--------------	--------------------------------------

Région	14 - Lanaudière
---------------	-----------------

<i>Nom de l'organisme</i>	
---------------------------	--

<i>Subventions versées</i>

Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole	2 394,67 \$
--------------------------------------------------------	-------------

Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	7 500,00 \$
---------------------------------------------------------------------	-------------

Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	6 000,00 \$
-----------------------------------------------------------	-------------

<u>15 894,67 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	15 - Laurentides
Nom de l'organisme	Subventions versées

Maison populaire d'Argenteuil

10 000,00 \$

10 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	16 - Montérégie
Nom de l'organisme	Subventions versées
Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	19 000,00 \$
Carrefour familial du Richelieu	15 000,00 \$
	<u>34 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2005-2006.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 17 - Centre-du-Québec

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc. 2 100,00 \$

La fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec 1 500,00 \$

Maison Raymond Roy 20 000,00 \$

Table nationale des corporations de développement communautaire 29 921,00 \$

53 521,00 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF36B

Titre : Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Orientations

Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) assure un soutien financier aux organismes et aux regroupements d'organismes dans le cadre du *Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole*. Ce programme comporte trois volets :

1. Le Soutien financier en appui à la mission des organismes en défense collective des droits,
2. Le Soutien financier à des projets en action communautaire et en action bénévole,
3. Le Soutien financier en appui à la mission des organismes multisectoriels confiés au SACA,

Critères d'admissibilité au programme

Pour être admissible à ce programme, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit œuvrer dans le champ de l'action communautaire et répondre aux quatre critères suivants :

- être un organisme à but non lucratif légalement constitué en vertu de la 3^e partie de la Loi sur les compagnies du Québec ou de la 2^e partie sur la Loi sur les corporations canadiennes si la majorité des activités se déroule au Québec;
- être enraciné dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;
- être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

Facteurs d'exclusion

Sont exclus du soutien financier :

- les organismes comptant moins de douze mois d'activité;
- les organismes ou regroupements d'organismes dont les activités ne s'apparentent pas à l'action communautaire, telles les fondations engagées en priorité dans la collecte et la redistribution de fonds;
- tout organisme ou regroupement d'organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique, partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle;
- les demandes visant à combler un déficit accumulé;
- les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport.

Le volet Soutien financier en appui à la mission des organismes en défense collective des droits vise à soutenir, au palier national, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité qui s'appliquent aux organismes communautaires, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit aussi avoir une mission en action communautaire autonome, c'est-à-dire :

- avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
- faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges, axées sur la globalité de la problématique abordée;
- être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

De plus, l'organisme doit avoir une mission unique ou principale en défense collective des droits qui répond aux quatre manifestations qui caractérisent la défense collective des droits soit :

- des activités d'éducation populaire autonome axées sur les droits et la vie démocratique;
- une action politique non partisane;
- des activités de mobilisation sociale;
- des activités de représentation.

Critères d'analyse

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier étudiée et analysée en fonction de critères précis qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Pour établir le soutien financier que peut recevoir un organisme communautaire, des grilles d'analyse seront utilisées pour l'octroi du soutien financier en appui à la mission globale.

Les demandes présentées par l'organisme ou le regroupement d'organismes seront analysées selon les critères suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective de droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- la capacité financière du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome;
- le surplus accumulé non affecté selon les derniers états financiers n'étant pas supérieur à six mois d'activité.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Le volet Soutien financier à des projets en action communautaire et en action bénévole vise à soutenir des projets ou activités structurants et ciblés qui ont pour objectif de contribuer à la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire et des *Orientations gouvernementales en matière d'action bénévole*;

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité qui s'appliquent aux organismes communautaires, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit aussi avoir une mission en action communautaire autonome, c'est-à-dire :

- avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
- faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges, axées sur la globalité de la problématique abordée;
- être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Pour l'exercice 2005-2006, les organismes doivent présenter des projets qui s'inscrivent dans les thématiques suivantes :

- expérimentation et auto-évaluation au sein des organismes communautaires;
- formation et perfectionnement en gestion en milieu communautaire;
- soutien et recrutement de bénévoles.

Les projets ponctuels admissibles sont de nature non récurrente et doivent s'adresser prioritairement aux acteurs du milieu communautaire afin de les outiller dans la pratique de leurs actions.

Facteurs d'exclusion

Outre les facteurs d'exclusion du programme, sont également exclus dans ce volet :

- les projets portant sur le soutien à la mission globale des organismes ou sur la réalisation d'activités régulières;
- les demandes incomplètes dont certains documents sont manquants.

Critères d'analyse

Les demandes présentées par l'organisme ou le regroupement d'organismes seront analysées, notamment selon les critères suivants :

- la concordance du projet soumis avec les objectifs du soutien financier et les types de projets admissibles annoncés par le SACA en cours d'année;
- les caractéristiques du projet, les objectifs, les activités et l'originalité;
- le réalisme de la planification et la pertinence des activités prévues;
- la capacité de l'organisme ou du regroupement d'organismes à réaliser le projet;
- les retombées du projet sur le développement de l'action communautaire;
- les retombées du projet sur le développement de l'action bénévole;
- la diversité des contributions financières, lorsqu'applicable;
- l'étendue du territoire et la densité démographique;
- l'originalité du projet;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome.

Le volet *Soutien financier en appui à la mission des organismes multisectoriels confiés au SACA* vise à soutenir :

- les organismes communautaires sans port d'attache;
- les deux regroupements nationaux dûment mandatés par le gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire et des *Orientations gouvernementales en matière d'action bénévole*;
- les organismes et les regroupements d'organismes relevant d'autres ministères et organismes gouvernementaux, dans le cadre d'une entente administrative spécifique, afin d'actualiser la politique gouvernementale.

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité s'adressant aux organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale avec le SACA ou être référé par un ministère ou organisme gouvernemental suite à l'opération transfert;
- être un regroupement national dûment mandaté par le gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale pour représenter le secteur de l'action communautaire et le secteur de l'action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Aucune nouvelle demande n'est acceptée dans ce volet.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome, le 28 mars 2006.

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 10 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------

Répartition régionale

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION			
RÉGIONS	Défense collective des droits	Multisectoriel	Projets
01 - Bas-Saint-Laurent	0	0	10
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	1	0	19
03 - Capitale-Nationale	1	0	38
04 - Mauricie	0	0	16
05 - Estrie	0	0	7
06 - Montréal	3	0	112
07 - Outaouais	1	0	9
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	0	13
09 - Côte-Nord	0	0	9
10 - Nord-du-Québec	1	0	1
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0	0	7
12 - Chaudière-Appalaches	0	0	17
13 - Laval	0	0	10
14 - Lanaudière	0	0	16
15 - Laurentides	0	0	13
16 - Montérégie	1	0	50
17 - Centre-du-Québec	0	0	9
TOTAL	8	0	356

Total des demandes initiales refusées

364

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
--------------	-------------------------------

Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean
---------------	------------------------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

02-00-4084

Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	03 - Capitale-Nationale
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
03-00-5374	Bureau du travail des immigrants et immigrantes de Québec (B.T.I.Q.)

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
--------------	-------------------------------

Région	06 - Montréal
---------------	---------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
----------------------------------	---------------------------

06-00-5019

Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal

06-00-5123

Comité des sans emploi de Pointe St-Charles

06-00-5291

Table de concertation des lesbiennes et des gais du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
-------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	07 - Outaouais
Numéro de l'organisme	Nom de l'organisme

07-00-5373	Alliance autochtone du Québec inc.
------------	------------------------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
-------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
Région	10 - Nord-du-Québec
Numéro de l'organisme	Nom de l'organisme

10-00-5250	Comité condition féminine Baie-James
------------	--------------------------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Défense collective des droits
--------------	-------------------------------

Région	16 - Montérégie
---------------	-----------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
----------------------------------	---------------------------

16-00-5378

Prévention action consommation des MRC d'Acton et Les Maskoutains

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
--------------	---------------------------------------------

Région	01 - Bas-Saint-Laurent
---------------	-------------------------------

*Numéro de
l'organisme**Nom de l'organisme*

01-01-3501	Aux trois mâts
01-03-0580	Centre d'action bénévole région Témis inc.
01-00-5132	Centre-Accompagnement-Deuil-Soutien
01-00-4193	Comité logement Rimouski-Neigette
01-00-3890	Les grands amis de la région de Matane
01-01-1263	Maison des familles de la Matapédia
01-00-3845	P.L.A.I.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01
01-05-3356	Ressources familles des Basques
01-01-2191	Service d'aide aux personnes accidentées du travail et de la route "Parechoc" du KRTB
01-00-5331	Télévision communautaire de la Vallée de la Matapédia inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

02-00-3826	Association des locataires de H.L.M. pour familles de Chicoutimi
02-01-2176	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.
02-01-2536	Centre d'action bénévole de Chicoutimi inc.
02-03-0666	Centre d'action bénévole L'atelier communautaire de St-Félicien
02-01-1778	Grands frères et grandes soeurs du Lac St-Jean Est
02-01-0872	Grands-frères et grandes-soeurs Lac-St-Jean-Nord
02-00-4481	Groupe d'action communautaire de l'A.P.R.S. inc.
02-01-0930	L'association des familles monoparentales et recomposées La relance inc.
02-00-5405	L'auberge du bon temps
02-02-2842	Local jeunes centre-ville de Chicoutimi
02-01-0519	Maison des familles de La Baie
02-00-4836	Maison des jeunes de St-Fulgence
02-00-5408	Maison d'hébergement S.O.S. jeunesse
02-00-4210	Moisson Saguenay - Lac-St-Jean inc.
02-01-3222	Sentiers nouveaux inc.
02-01-0874	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine
02-00-4084	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay
02-00-5356	Table régionale des organismes communautaires 02 (T.R.O.C. 02)
02-01-0964	Village étudiant de Laterrière inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 03 - Capitale-Nationale

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

03-01-3792	Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (A.Q.E.P.A.) Québec métro (03-12) inc.
03-05-2094	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)
03-01-0090	Association Y.W.C.A. de Québec
03-05-1971	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.
03-00-5374	Bureau du travail des immigrants et immigrantes de Québec (B.T.I.Q.)
03-05-2129	Carrefour de pastorale en monde ouvrier de Québec inc.
03-00-4220	Carrefour des enfants de Saint-Malo
03-03-3492	Centre d'action bénévole de Québec inc.
03-03-3492	Centre d'action bénévole de Québec inc.
03-00-5327	Club des aînés Les Saules
03-01-3750	Coalition gaie et lesbienne - Québec
03-00-4428	Collectif pour un Québec sans pauvreté
03-01-2095	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur
03-00-4429	Comité logement d'aide aux locataires
03-01-2092	Comptoir communautaire Saint-Joseph
03-00-4182	Confédération des associations latino-américaines de Québec
03-00-5266	Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré
03-11-0007	Fédération québécoise des centres communautaires de loisir
03-00-5379	Fondation Utepi inc.
03-00-5396	Jeune-Air aviation
03-00-5395	Jeunes musiciens du monde
03-00-5395	Jeunes musiciens du monde
03-00-5395	Jeunes musiciens du monde
03-01-3623	L'après-rupture, Ateliers pour les liens père-enfants
03-00-5386	L'arche L'étoile inc.
03-01-1049	Le centre communautaire L'amitié inc.
03-00-5400	Le prix du Duc d'Édimbourg au Canada (division du Québec)
03-05-2328	L'horizon Familles monoparentales de Ste-Ursule
03-00-4454	Loisirs Lebourgneuf inc.
03-01-1703	Maison de la famille D.A.C. (Droits d'accès Charlesbourg)
03-01-3157	Maison internationale de Québec
03-11-3124	Patro de Charlesbourg inc.
03-11-3111	Patro Laval inc.
03-00-3928	Plan Nagua
03-00-3932	Radio Basse Ville
03-01-1524	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec
03-00-5397	Regroupement des organismes communautaires de la région 03
03-05-3627	Table de concertation des organismes sociocommunautaires du territoire du CLSC La source, comté de Charlesbourg

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	04 - Mauricie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
04-00-5402	Association des personnes aidantes naturelles de Mékinac
04-01-1054	ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie
04-00-3994	Centre d'action bénévole du rivage
04-00-5107	Centre de prévention suicide du Haut Saint-Maurice
04-01-2866	Centre de ressources pour la naissance région Mauricie inc.
04-01-1667	Centre social et récréatif St-Sacrement
04-06-5367	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.
04-00-5113	Corporation Parapluie en urgence sociale
04-05-2145	Épilepsie Mauricie Centre du Québec
04-01-2964	F.A.I.R.E. (Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entraide)
04-01-2643	H.S.I. Handicaps soleil inc.
04-01-3375	La maison de la famille de Trois-Rivières inc.
04-01-1963	Maison des familles Chemin du roi inc.
04-01-3412	Mouvement personne d'abord région Mauricie
04-05-0973	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.
04-05-1723	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
--------------	--------------------------------------

Région	05 - Estrie
---------------	-------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

05-01-0811	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie
05-01-1873	Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke
05-00-5371	Cercle des amis de Sherbrooke
05-00-5371	Cercle des amis de Sherbrooke
05-05-0586	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie
05-01-3793	Maison des grands-parents de Sherbrooke
05-00-3939	Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie (RAME) inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 06 - Montréal

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

06-01-3802	Action communiterre
06-00-4410	Action des femmes handicapées (Montréal)
06-00-4188	Action dignité de Saint-Léonard
06-01-0772	Action RE-BUTS (La coalition montréalaise pour une gestion écologique et économique des déchets)
06-04-0593	Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux au Québec
06-01-3245	Alternative naissance
06-01-2046	Ano-Sep (anonyme séparée)
06-00-5393	Approche sécurisante des polytoxicomanes anonymes A.S.P.A.
06-01-2111	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal
06-01-2200	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal
06-00-5271	Association d'entraide Ville-Marie inc.
06-05-2311	Association des aides familiales du Québec
06-00-5256	Association des bénévoles Huaguang
06-00-4052	Association des centres d'écoute téléphonique du Québec (A.C.E.T.D.Q.)
06-05-1492	Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ
06-05-1492	Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ
06-01-1803	Association des locataires de Villeray inc.
06-00-4340	Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc.
06-00-4783	Association du Québec pour l'intégration sociale
06-01-1907	Association haïtiano-canado-qubécoise d'aide aux démunis
06-01-1766	Association L'amitié n'a pas d'âge
06-00-5382	Association pour le développement des femmes UPAMA
06-04-0590	Association québécoise des centres communautaires pour aînés
06-01-1908	Au bas de l'échelle inc.
06-01-2420	Carrefour familial Hochelaga
06-00-4442	Centre Berthiaume-Du Tremblay
06-01-1411	Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.
06-04-2162	Centre de formation populaire C.F.P.
06-00-5394	Centre de loisirs communautaires Lajeunesse inc.
06-00-5392	Centre de ressources à la vie autonome (CRVA) du Montréal-Métropolitain
06-01-3008	Centre de ressources de la troisième avenue
06-01-0282	Centre d'écoute et de référence Halte ami
06-01-2383	Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal inc.
06-01-3516	Centre d'intégration à la vie active pour les personnes vivant avec un handicap physique
06-01-3415	Centre jeunesse arabe
06-00-5101	Centre québécois de ressources à la petite enfance
06-04-2914	Coalition des associations de consommateurs du Québec
06-01-1824	Comité chômage de Montréal
06-00-4913	Comité chrétien pour les droits humains en Amérique Latine
06-01-2116	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.
06-01-2263	Comité logement de La Petite Patrie inc.
06-00-4908	Comité logement de Montréal-Nord
06-01-3365	Communauté vietnamienne au Canada région Montréal
06-00-3938	Communautaire
06-04-1557	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)
06-04-0100	Confédération des organismes familiaux du Québec inc.
06-00-4525	Conseil communautaire de Côte-des-Neiges et Snowdon
06-01-3562	Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce inc.
06-05-1056	Conseil pour le développement local et communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve

SOURCE : Direction du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, en date du 29 mars 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	06 - Montréal
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
06-06-0861	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.
06-01-3711	Dialogue et solidarité
06-01-3631	Entre parents de Montréal-Nord inc.
06-04-1211	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles
06-00-5181	Famijeunes
06-04-2140	Fédération du Québec pour le planning des naissances
06-00-5310	Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade
06-04-0960	Fédération québécoise de l'autisme et des autres troubles envahissants du développement
06-00-4029	Fédération québécoise des sociétés Alzheimer
06-01-3758	Fondation Fullpower - Teenpower - Kidpower
06-00-5412	Fondation Héritage Montréal
06-00-4817	Forum des citoyens aînés de Montréal
06-00-3980	Grands frères grandes soeurs du Grand Montréal
06-00-5183	Halte-Garderie La pirouette
06-04-1586	Institut de coopération pour l'éducation des adultes
06-00-5345	Institut Kurde de Montréal
06-01-1210	Interaction famille Hochelaga - Maisonneuve
06-00-5332	INTER-CEP, L'alliance des centres d'éducation populaire
06-04-1395	Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec
06-01-3767	Joujouthèque Saint-Michel inc.
06-00-5352	La fondation des accidentés de la route (FAR)
06-00-4300	La fondation Travail sans frontières inc.
06-00-5302	La ligue des cadets de l'air du Canada (Québec)
06-00-5302	La ligue des cadets de l'air du Canada (Québec)
06-04-0883	La ligue des droits et libertés
06-00-4120	La maison des parents de Bordeaux-Cartierville
06-00-4587	La mission Bon accueil
06-01-2601	La place des enfants
06-00-5401	L'Arche-Montréal inc.
06-01-3798	L'association volontaire de Chinois du Québec
06-00-3900	L'avenue inc.
06-00-5187	Le carrousel du petit monde d'Anjou
06-00-5415	Le centre de services communautaires du monastère
06-01-2571	Le journal de la rue
06-04-3420	Le regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
06-04-0579	Le regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.
06-00-3853	Le regroupement des organismes bénéficiaires de bingos (ROBIN)
06-00-4700	Marche mondiale des femmes
06-00-3868	Mouvement action justice
06-01-2565	Mouvement ATD Quart Monde du Canada
06-04-2159	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.
06-01-1977	Mouvement des personnes d'abord de Montréal
06-04-2224	Mouvement québécois des camps familiaux
06-00-4834	Objectif Sécurité action (OSA Anjou)
06-01-1914	Parrainage civique de la banlieue ouest de Montréal
06-12-2407	Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve
06-01-2078	Regroupement des aidants-naturels de Montréal
06-04-2133	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)
06-04-0899	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec

SOURCE : Direction du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, en date du 29 mars 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 06 - Montréal

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

06-04-1057	Regroupement des cuisines collectives du Québec
06-05-3328	Regroupement des magasins-partage de l'Île de Montréal
06-04-1858	Regroupement des popotes roulantes et autres services alimentaires bénévoles (P.R.A.S.A.B.)
06-01-0337	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles
06-01-1425	Regroupement jeunesse en marche du Québec
06-04-0043	Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail
06-00-5301	Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve
06-00-4902	Réseau solidarité itinérance du Québec
06-01-3756	Santropol roulant (Québec) inc.
06-00-4341	Services sociaux helléniques du Québec
06-05-1296	Solidarité Mercier-Est
06-05-1959	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
06-04-1850	Union des consommateurs
06-04-1850	Union des consommateurs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
--------------	--------------------------------------

Région	07 - Outaouais
---------------	----------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

07-00-4231	Académie des retraités de l'Outaouais
07-01-1150	Centre d'artisanat d'Otter Lake inc.
07-00-4205	Communauté métis autochtone de Maniwaki
07-00-5119	Coopérative de solidarité de services aux organismes d'habitation de l'Outaouais
07-00-4094	Corporation de développement communautaire de Pontiac
07-06-0270	Corporation de développement communautaire Rond Point
07-00-3820	La maison Alonzo Wright
07-00-4833	Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens et chrétiennes, section Outaouais
07-00-5407	SOS Réseau soleil

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

08-00-4420	AQDR-MRC Rouyn-Noranda
08-01-3590	Association des grands frères & grandes sœurs de Val d'Or inc.
08-01-2130	Association des sourds et des malentendants de l'Abitibi-Témiscamingue (ASEMAT)
08-01-2252	Association pour personnes handicapées visuelles de Rouyn-Noranda
08-01-0844	Centre amitié Témis
08-00-4000	La maison de la famille de Rouyn-Noranda
08-00-4437	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue
08-00-4204	Maison de la famille de Senneterre
08-00-4522	Mouvement serein d'Abitibi-Est
08-00-4950	Refuge jeunesse Malartic inc.
08-05-2207	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)
08-01-0828	Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue
08-01-2633	Table de concertation locale pour personnes âgées du Témiscamingue inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 09 - Côte-Nord

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

09-00-4514	Accueil Marie-de-l'Incarnation
09-01-2792	Association de la fibromyalgie et de la fatigue chronique de Manicouagan et de la Haute Côte-Nord inc.
09-01-2805	Association des côtiers de la Basse Côte-Nord inc.
09-03-0443	Centre de bénévolat Manicouagan inc.
09-01-3607	Centre de dépannage des Nord-Côtiers
09-00-5381	Coopérative de solidarité d'aide à domicile de la MRC de la Minganie
09-00-5383	Ecole de musique Côte-Nord inc.
09-01-1387	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.
09-01-1664	Le module d'épanouissement à la vie de Sept-Îles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche 36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	10 - Nord-du-Québec
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

10-00-4757	<u>L'association des personnes handicapées de Chibougamau A.P.H.C.</u>
------------	------------------------------------------------------------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
11-00-4016	(RAANBSLGIM) Regroupement des aidants et aidantes naturels Bas-St-Laurent, Gaspésie, Îles de la Madeleine
11-00-5406	Comité de développement artistique St-Elz et arts
11-01-2956	Family ties Carrefour famille New Carlisle
11-01-3591	Halte-Parents de la Vallée
11-01-0493	La démêlée
11-00-4375	La maison de la famille Contre vents et marées
11-01-2530	Unité Domrémy de Sainte-Anne-des-Monts inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
--------------	--------------------------------------

Région	12 - Chaudière-Appalaches
---------------	---------------------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

12-01-2808	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud
12-00-5390	Association générale des étudiants et étudiantes du cégep Lévis-Lauzon inc.
12-03-0305	Centre d'action bénévole Concert'action
12-01-1946	Centre d'action bénévole-SERS
12-01-3768	Centre d'entraide familiale de la MRC de Montmagny
12-01-0703	Centre J'ai du génie
12-00-5411	Corporation de développement de Saint-Raphaël
12-01-2466	Entraide solidarité Bellechasse
12-01-2350	L'A B C des Hauts plateaux Montmagny-L'Islet
12-00-5409	La chaudronnée des cuisines collectives
12-00-4184	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.
12-00-4823	L'A-Droit de Chaudière-Appalaches
12-01-0812	Maison de la famille de Bellechasse
12-01-0448	Maison de la famille Nouvelle-Beauce
12-00-4898	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de Lévis (RUTACL)
12-00-3838	Ressource Le berceau inc.
12-00-5328	Valorization

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	13 - Laval
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

13-00-5385	Association des personnes vivant avec une surdité de Laval
13-01-2993	Association sclérose en plaques Laval
13-00-3825	Centre communautaire Le rendez-vous des aînés(es) (Laval) inc.
13-00-4161	Jour-Arts
13-01-2528	La maison de quartier de Fabreville inc.
13-01-0813	Le relais communautaire de Pont-Viau
13-01-2478	Le relais du quartier de St-Vincent-de-Paul
13-01-2544	Lumi - Vie
13-00-4038	Partage humanitaire
13-05-2912	Regroupement des familles monoparentales et recomposées de Laval

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	14 - Lanaudière
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
14-00-4264	Albatros (14) Lanaudière inc.
14-00-5338	Alphabus Lanaudière
14-00-5384	AQDR MRC Joliette
14-01-2020	Association des travailleurs accidentés Brandon d'Autray inc.
14-01-1086	Centre "Au coeur des femmes inc."
14-03-1276	Centre communautaire bénévole Matawinie
14-01-1539	Centre d'entraide Mandeville inc.
14-00-5297	Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole
14-01-0686	Cible famille Brandon inc.
14-00-4448	Club de l'âge d'or de Lanoraie inc.
14-00-5213	Défi-Famille Matawinie
14-00-5336	La fournée de pain d'épices
14-00-5241	La guilde du pain d'épices
14-02-0660	La maison des jeunes, Café-Rencontre 12-17 du Grand Joliette
14-00-5372	Maison des jeunes La relève Saint-Calixte
14-05-0659	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	15 - Laurentides
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

15-01-0314	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides
15-00-4722	Centre de prévention du décrochage scolaire OMEGA
15-01-3251	Les papillons de Nomingue inc.
15-00-5389	Maison de la famille de Mirabel
15-01-2369	Maison Pause-Parent
15-01-2397	Mesures alternatives des Vallées du Nord inc.
15-01-2073	Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge
15-00-5410	Nourri-Source - Laurentides
15-00-4715	Québec secours
15-00-4443	Regroupement des associations de parents PANDA du Québec
15-00-4407	Regroupement des usagers du transport adapté de la MRC Rivière-du-Nord
15-07-0132	Réseau des femmes des Laurentides
15-00-4832	Resto pop Thérèse de Blainville

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 16 - Montérégie

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

16-01-2494	Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.
16-01-3731	Association canadienne pour la santé mentale, filiale du Haut-Richelieu
16-05-2139	Association des devenus sourds et des malentendants du Québec secteur Sud-Ouest
16-01-2821	Association des personnes aphasiques du Richelieu-Yamaska
16-01-1463	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)
16-00-5380	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré retraitées section monts et rivières de la Vallée du Richelieu
16-01-3444	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu
16-01-3484	Association québécoise des troubles d'apprentissage de Bedford, section Brome-Missisquoi
16-00-5375	Au coeur des familles agricoles 2003
16-01-3324	Auberge sous mon toit inc.
16-00-5262	Carrefour «Action municipale et familles»
16-03-0433	Centre d'action bénévole "Les p'tits bonheurs" de St-Bruno
16-03-0400	Centre d'action bénévole de Bedford et environ inc.
16-03-0498	Centre d'action bénévole de Saint-Césaire
16-03-0442	Centre d'action bénévole de Valleyfield inc.
16-03-0539	Centre d'action bénévole L'actuel
16-03-1275	Centre d'action bénévole Marieville et régions
16-01-2002	Centre de soutien au réseau familial (CSRF)
16-04-2495	Collectif de défense des droits de la Montérégie
16-00-4386	Conserfor de St-Hubert (Longueuil)
16-06-1896	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges
16-06-2830	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)
16-06-0272	Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu
16-01-3589	Cuisine collective Soulanges
16-01-2034	Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.
16-01-2659	Famille à coeur inc.
16-00-5009	Hébergement La C.A.S.A. Bernard Hubert
16-05-2099	Jeunesse ouvrière chrétienne de la rive-sud de Montréal
16-01-2275	La maison familiale de Valleyfield
16-01-3317	La maison parent enfant, bassin de La Prairie
16-00-5413	La moisson Maskoutaine
16-00-4843	La petite ferme de l'auberge
16-01-2825	Le fablier, Une histoire de familles
16-00-5403	L'envol du Haut-Richelieu inc.
16-00-5414	Lire et faire lire
16-00-5391	L'unité trinitaire inc.
16-01-2137	Maison de la famille de La Vallée du Richelieu
16-00-4130	Maison de la famille de LeMoyne
16-01-3680	Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges
16-00-4134	Maison des familles de Granby et région
16-00-5223	Maison La virevolte
16-01-3763	Marraines d'allaitement maternel (M.A.M.)
16-00-4292	Parrainage civique des MRC d'Acton et des Maskoutains
16-01-3228	Premiers pas
16-01-0724	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu
16-00-5398	Regroupement des organismes communautaires famille de la Montérégie
16-01-2955	Regroupement soutien aux aidants de Brome-Missisquoi

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

36C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOLET	Soutien aux projets de développement
Région	16 - Montérégie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

16-00-5388

Répit Le zéphyr

16-01-2563

Service d'accompagnement médical intensif (S.A.M.I.)

16-07-0617

Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie

50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

36C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Soutien aux projets de développement

Région 17 - Centre-du-Québec

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

17-01-2192	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Drummondville inc.
17-01-2635	Association sourds, malentendants Centre du Québec inc.
17-03-1976	Centre d'entraide "Contact" de Warwick
17-00-5399	Conseil communautaire du secteur Bécancour inc.
17-01-0712	La table populaire
17-00-4664	Ludolettre
17-00-4502	Maison habit-action de Drummondville inc.
17-00-5387	Productions Culbute
17-01-2942	RAFT (Réseau d'aide aux familles en transition) inc.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF37

Titre

Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le Comité aviseur de l'action communautaire autonome en date du 31 mars 2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome, le 28 mars 2006.
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF38

Titre

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**1. Contexte**

- La politique *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été adoptée le 4 juillet 2001 et lancée officiellement le 5 septembre suivant.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires, de 50 millions de dollars pour trois ans (2001-2002 à 2003-2004).
- Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire a été adopté en août 2004. Il vise à rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, de rendre effectif l'esprit de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives.
- Les modalités administratives à harmoniser font l'objet du Cadre de référence en matière d'action communautaire adopté en août 2004.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe vingt ministères et organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires.
- Les rencontres de ce comité se sont tenues les 27 avril, 26 mai, 16 juin, 22 septembre, 17 novembre 2005 ainsi que les 19 janvier et 7 mars 2006.
- Les membres du comité interministériel ont collaboré aux travaux touchant l'évaluation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dont le terme est prévu pour l'automne 2007, ils ont contribué aux groupes de travail mis en place par le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA) sur les besoins de formation, l'élaboration des profils régionaux et le suivi de la mise en œuvre de la politique gouvernementale et l'évaluation des besoins financiers. Ils ont de plus contribué à la réflexion globale sur le milieu communautaire.
- Un répertoire dynamique sur Internet intitulé *Portrait de tous les organismes communautaires soutenus par le gouvernement du Québec*, par ministère, a été réalisé et mis à jour. Il comprend maintenant l'ensemble du soutien gouvernemental versé à des organismes communautaires (soutien à la mission globale, entente de service et projets).
- L'État de situation gouvernemental en matière d'action communautaire édition 2004-2005 a été publié.
- L'opération annuelle de concentration et de transfert du soutien financier a permis de transférer douze organismes au 1^{er} avril 2005.
- Les dix-sept profils régionaux sur le soutien financier du gouvernement du Québec en matière d'action communautaire ont été dévoilés le 10 février 2006.
- Les travaux de concertation avec le Comité aviseur de l'action communautaire autonome et le SACA ont cours depuis l'adoption de la politique gouvernementale. Plusieurs rencontres se sont tenues entre des sous-comités du comité aviseur et l'équipe du SACA, notamment sur les programmes, l'évaluation de la politique, les profils régionaux et les besoins financiers des groupes communautaires. Le comité aviseur a rencontré la ministre à trois reprises au cours de la dernière année.
- Le SACA a participé financièrement à la réalisation du colloque « Relever le défi de la reconnaissance et du soutien de l'action communautaire au Québec » qui a eu lieu les 2 et 3 mars 2006. Ce colloque a permis de discuter notamment des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire.

3. Les crédits dispensés

Le milieu communautaire, encore cette année, a pu profiter de retombées financières de la politique gouvernementale. Pour l'exercice financier 2005-2006, un montant de 1 339 274 \$ a été distribué pour soutenir le milieu communautaire. De cette somme, 1 314 184 \$ a été versé pour soutenir des organismes communautaires relevant d'autres ministères et organismes gouvernementaux alors que 25 090 \$ ont été remis pour la réalisation de sondages dans le cadre de l'évaluation de la Politique.

De plus, il faut considérer que les sommes additionnelles octroyées aux organismes sous la responsabilité du SACA de 2001-2002 à 2003-2004 ont été rendues récurrentes grâce à la contribution du Ministère. Ainsi, le SACA a maintenu les engagements de la politique gouvernementale auprès des organismes qu'il soutient.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF39

T itre

La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un ou des employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les 5 dernières années.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune société (OSBL) n'est créée par le Ministère. De plus, le Ministère ne détient pas d'information à savoir si des employés ont créé des sociétés (OSBL).

SOURCE : Bureau du sous-ministre -2006-03-24
COLLABORATION :
VALIDATION:

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPAF40

T itre

Copie des mémoires, lettres et recommandations déposées au Registraire concernant le projet de la loi sur le droit associatif.

E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Bureau du sous-ministre -2006-03-24

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF41

T itre

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement des ministères et organismes n'est disponible que par consultation sur place.

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles -2006-04-07
COLLABORATION :
VALIDATION: